

# plus

la presse

MONTRÉAL, LE SAMEDI 8 JUIN 1985

LES PROFESSIONNELS DE LA VISION  
**GREICHE ET SCAFF**  
OPTOMETRISTES  
28 SUCCURSALES 336-5330

## LES GRANDS LACS nous menacent-ils ?



### FESTIVAL ROCK A ATHENES

LES 26 ET 27 JUILLET TENU AU STADE DES PREMIERS JEUX OLYMPIQUES  
DANS LE CADRE DE L'ANNÉE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE

**875\$** PAR PERSONNE - AVION MONTRÉAL-ATHÈNES A/R  
7 NUITS, HÔTEL CAT.B - BILLET DU FESTIVAL - DÉPARTS: 7-14-21 JUILLET  
SÉANCE D'INFORMATION MARDI 17:30 AU 800 DE MAISONNEUVE EST

### nouvelles frontières

1130, boul. de Maisonneuve ouest  
288-4800  
800, boul. de Maisonneuve est  
842-1450  
Sans frais de l'extérieur: 1-800-361-2133



# LES PHOTOS DE

**la presse**

Jean-Yves Letourneau



## La tornade de Saint-Bonaventure

Vendredi, le 31 mai dernier, des tornades causaient la mort de 12 personnes et semaient la destruction dans le centre et le sud de l'Ontario. Aux États-Unis, le même jour, les tornades faisaient au moins 87 morts. Le Québec a été épargné mais a déjà connu sa part de tornades.

Une des plus mémorables est passée le 24 juillet 1975, vers 17 h 45, alors que les villageois de Saint-Bonaventure s'apprétaient à manger. En l'espace d'une minute, la petite municipalité de 1 000 âmes, située à quelque 55

milles au nord-est de Montréal, était littéralement rayée de la carte. Emportant tout sur son passage, le vent fou a arraché le clocher de l'église, laissant un trou béant dans le toit et les murs du temple. Bilan de l'hécatombe : quatre morts et quelque 80 blessés, deux rues du village rasées, une multitude de sans-abri.

### Fiche technique

**Appareil:** Canon-Pellix  
**Objectif:** 35mm  
**Ouverture:** 1/250<sup>e</sup> à f/11

## SIGNAL D'ALARME

# Les Grands Lacs contaminent le Saint-Laurent

Les Grands Lacs, source de notre grand fleuve, envoient-ils, vers Montréal et le Golfe Saint-Laurent, les résidus contaminés du gigantesque complexe industriel du centre continental? Réponse: oui! La pénible histoire de l'insecticide Mirex, parmi d'autres faits, le prouve maintenant hors de tout doute.

Les chercheurs des laboratoires fédéraux canadiens viennent, tout récemment, et pour la première fois, de détecter des traces de ce produit organique de synthèse très près de chez nous, dans la chair des poissons du lac Saint-François. C'est, selon les chercheurs, un signal d'alarme à l'échelle du grand bassin versant des Grands Lacs



Jean-Pierre Bonhomme

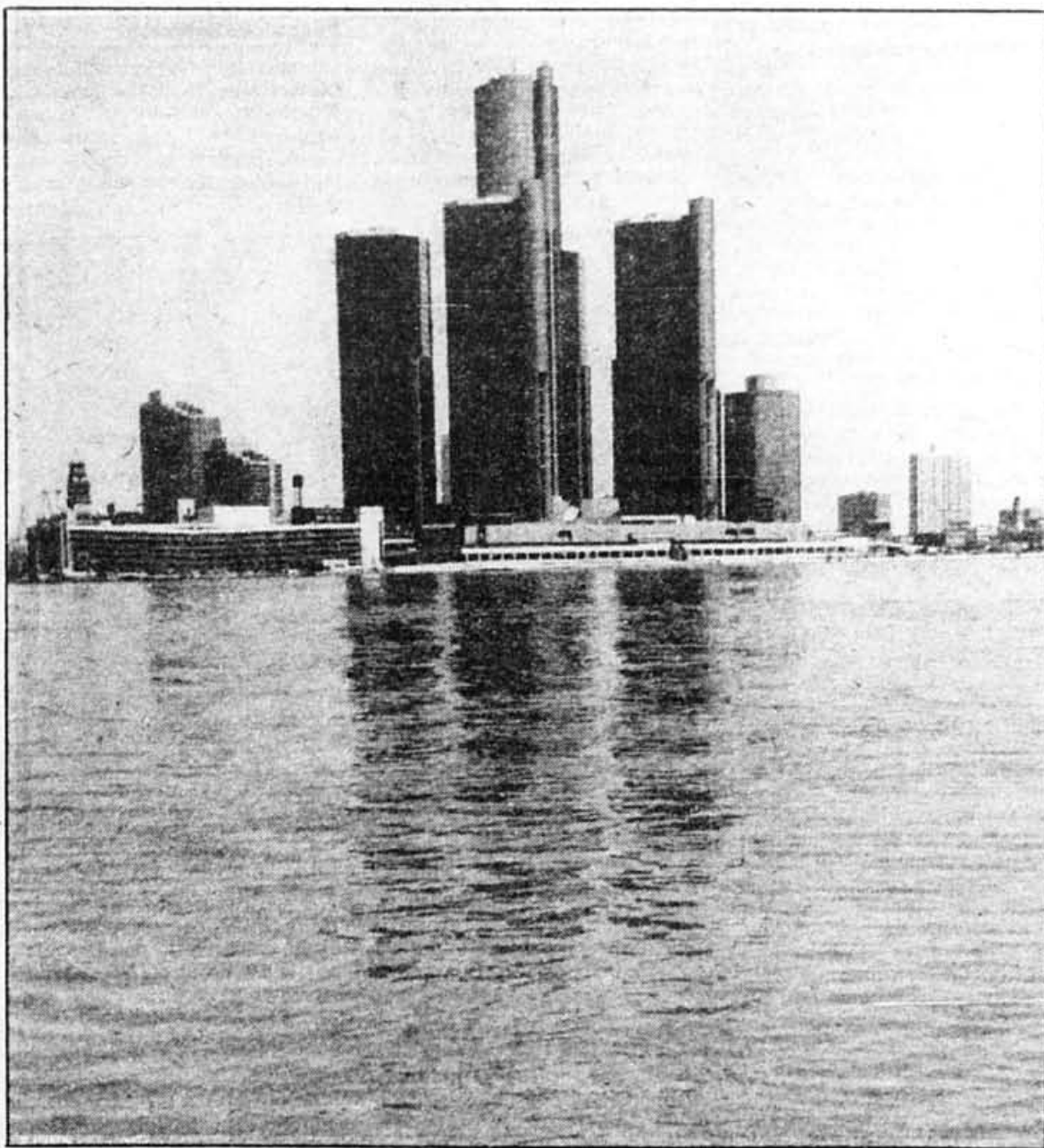
dont le Saint-Laurent est géographiquement partie intégrante.

Ce fameux Mirex, dont l'usage est interdit depuis six ans, donne depuis assez longtemps la chair de poule aux riverains du lac Ontario. Les scientifiques estiment en effet que la moitié de la surface des sédiments du fond du lac Ontario — c'est lui qui se déverse directement dans le Saint-Laurent — en sont fortement contaminés. Or on ne connaît qu'une seule source, les déversements faits il y a quelques années par la compagnie Armstrong Cork, dans un affluent du lac Ontario, la rivière new-yorkaise Oswego.

### Dans le système fluvial

Les laboratoires fédéraux du Canada, dont ceux de Burlington, ont bien décrit le phénomène pour ce qui concerne le lac Ontario. Mais ils commencent, depuis peu, à constater que le Mirex déborde dans le système fluvial. C'est par le moyen de la spectrophotométrie de masse — le système de détection le plus perfectionné — que les laboratoires de Longueuil ont découvert le poison Mirex (3 p.p. milliard) dans les sédiments en suspension dans l'eau du fleuve, jusqu'à Montréal. Un peu comme ils l'avaient fait pour les BPC, un poison de pareille nocivité. On confirmait ainsi, en 1979, les soupçons formulés dans le cours de la grande étude sur la qualité de l'eau du fleuve qui s'est terminée en 1978.

M. Harm Sloterdijk, du labo-



Les « eaux vertes » du système du Saint-Laurent, celles dont parle Jacques Cartier, dans ses relations, passent toujours par le « détroit » devant Windsor; les scientifiques estiment que la désorganisation urbaine, la fuite en banlieue et les habitudes de consommation éfrénée constituent un stress sur l'environnement des lacs.

ratoire fédéral de Longueuil (direction générale des eaux intérieures), a déjà présenté ces faits aux autorités. Mais son équipe vient tout juste de déterminer, dans « des données brutes » qui n'ont pas encore été publiées, que le Mirex se trouve maintenant dans la chair des poissons du lac Saint-François (des traces de .1 p.p. milliard). Le chercheur doit traiter de ce

sujet, à la fin de ce mois, à Niagara Falls, devant les membres de la Commission mixte internationale Canada-US (task force sur la surveillance des eaux). Le chercheur estime que la présence du Mirex, dans l'écosystème du lac Saint-François, « préoccupe » l'ensemble de la communauté scientifique nord-américaine. Fait à signaler, la Commission conjointe Canada-US vient ré-

cemment de décider d'inclure le lac Saint-François, dans le champ de ses recherches sur le bassin des Grands Lacs. Les récentes découvertes démontrent que les eaux du fleuve sont inséparables de celles du lac Ontario et des autres Grands Lacs.

Le Dr Richard Thomas dirige actuellement le « bureau régional des Grands Lacs » de la Commission mixte, à Windsor. Il ra-

conte, devant les fenêtres de son bureau, où on voit couler la masse des eaux vertes du fleuve, dans ce « détroit » nommé par nos ancêtres, qu'il a lui-même découvert la source des déversements du Mirex. C'était en 1978. Il était remonté, lui et son équipe des laboratoires fédéraux canadiens (qualité de l'eau) de Burlington, jusqu'aux sources d'Armstrong Cork, sur la rivière Oswego et de celles de la Hooker Chemical dans le complexe industriel du Niagara.

### Quantités considérables

Cette équipe avait conclu, preuves à l'appui, qu'Armstrong Cork, principalement, avait déversé des quantités considérables — on avance parfois le chiffre d'un millier de kilogrammes — de l'insecticide dont la composition n'est pas plus rassurante que celle des BPC. Le Mirex servait, avant son interdiction, à combattre un type de fourmis (*fire ant*) et à donner au plastique une certaine qualité ignifuge.

Ce sont des « vagues » de ce Mirex américain, venant des sédiments lacustres déposés depuis une dizaine d'années, dont le Québec hérite actuellement. On savait que les BPC, autre produit toxique de synthèse, se trouvaient en quantités « préoccupantes » dans l'ensemble du système fluvial, jusqu'à la ville de Québec et plus loin encore, mais, en ce dernier cas, les sources pouvaient être locales et multiples. Le Mirex, lui, ne peut donc être qu'un héritage des Grands Lacs.

Les citoyens ont l'impression que la pollution des Grands Lacs ne voyage pas vite. Ils ont raison, mais pour une part seulement. Il est vrai, reconnaît le Dr Thomas, qu'en principe, le temps d'écoulement d'une goutte d'eau, d'un Grand Lac à un autre, se mesure en termes d'années; d'un millénaire peut-être, même, pour ce qui concerne le lac Supérieur; d'une dizaine d'années, par contre, pour le lac Ontario, mais cela ne tient pas compte de toute la réalité.

En réalité, dit le scientifique, il existe des courants lacustres de surface, agités par les vents, qui peuvent transporter une part des contaminants d'un bout du lac Ontario à l'autre « en quelques jours ou en quelques semaines ». Le reste se dépose au fond en se greffant aux particules (on dit en s'adsorbant aux matières). Ainsi le Mirex que déversait la Armstrong Cork, à l'embouchure de l'Oswego, et dont on trouve les traces près de Montréal, est probablement le résultat d'un déplacement des sédiments de fond. Mais d'autres vagues de pollution, plus ponctuelles, ont pu se répandre dans

# 800 produits chimiques polluent les Grands Lacs

→ le système fluvial pendant la décennie des déversements eux-mêmes.

## Dans le haut du Saint-Laurent

Un autre rapport, celui des laboratoires des Eaux intérieures de Burlington (*Canada Center for Inland Waters*) — c'est l'un des plus grands laboratoires sur l'eau du monde — et dont les résultats n'ont pas encore été communiqués non plus, établit que le Mirex se déverse effectivement dans le haut du Saint-Laurent.

Cette recherche a été effectuée dans une dizaine de stations, à la tête du fleuve, dans les environs de Kingston. Le directeur de cette recherche, M. John Merriman, explique que les résultats notés « ne sont pas alarmants » pour ce qui est de l'eau à boire. Mais ils indiquent néanmoins, dit-il, que les contaminants voyagent effectivement et c'est cela même qui est « d'intérêt ». Le Mirex, établit ce rapport scientifique, se trouve dans les sédiments en suspension en faibles quantités, 6 microgrammes par kg. Les quantités diminuent jusqu'à 2 microgrammes, à mesure qu'on descend le fleuve.

Dans l'environnement du lac Saint-Louis, les recherches de M. Sloterdijk ont décelé des traces de l'ordre de 0,1 partie par million. La chair des éperlans et les oeufs des poissons étudiés aux deux extrémités du fleuve contiennent des traces de Mirex.

## Cela est-il inquiétant?

Tout cela est-il inquiétant? Les scientifiques répondent que les quantités de contaminants, tels le Mirex, n'ont qu'une valeur indicative. Les traces, à la hauteur de Montréal, se trouvent dans les sédiments en suspension; pas dans l'eau elle-même proprement dite, ce qui est moins grave. Les particules sédimentaires sont en effet généralement éliminées par les systèmes d'épuration des eaux à boire. Montréal, qui prend son eau directement du fleuve contaminé, n'aurait ainsi rien à craindre pour le moment. Le danger, signalent-ils, toutefois, c'est que l'addition des contaminations en provenance de la tête du fleuve, aux sources ponctuelles, puisse un jour avoir un effet accumulateur, ou de synergie, qui entraîne une dégradation de l'eau, jusque dans le Golfe Saint-Laurent.

La situation est en tout cas suffisamment « inquiétante », dans le lac Ontario lui-même, que Toronto — la métropole ontarienne

puise actuellement l'eau à boire dans ce lac — se demande si elle n'ira pas, un jour, s'approvisionner dans la baie Géorgienne du lac Huron, plus au nord. La population de Toronto, comme celle de tout le pourtour du lac est inquiète.

## Ranimer le moribond

Le Dr Thomas indique que cette peur a un certain fondement dans la réalité. Il n'est plus question de savoir, dit-il, si le lac Ontario est malade ou pas. Il s'agit plutôt de savoir si on pourra, un jour, ranimer le moribond. Des scientifiques estiment que les déversements chimiques de la péninsule du Niagara ont causé des dégâts irréparables. La source même du Saint-Laurent serait ainsi, selon certains, mortellement atteinte.

Le directeur du laboratoire de recherches sur la biologie des poissons des Grands Lacs (*Environment Protection Agency*) du ministère de l'Intérieur des USA, à Ann Arbor, dans le Michigan, M. Wayne Willford, se fait à peine plus rassurant. À son avis, les contaminants organiques, comme les BPC et le Mirex ont la propriété de se déposer au fond des lacs et de se stabiliser au moins en grande partie. Mais il n'en va pas exactement de même au sujet des contaminants métalliques. Il a lui-même étudié le « transport » du mercure entre les lacs Huron et Érié, en passant par le « bassin » Saint-Clair. Dans ce dernier cas des métaux, indique-t-il, les passages, à travers les lacs, pourraient se faire plus facilement. Il ne se prononce pas sur l'impact des Grands Lacs sur la qualité des eaux du Saint-Laurent. Mais il dit que si les Montréalais devaient ces jours-ci détecter des masses polluantes importantes à leur propre niveau ils devraient chercher des causes « locales » plutôt que lointaines, c'est-à-dire surveiller les effluents de Baughnais, par exemple.

M. Willford signale par contre que la « capacité d'assimilation » des Grands Lacs, c'est-à-dire leur pouvoir d'intégrer saine-ment les restes industriels, pourrait bientôt être dépassée. Il souligne que les complexes industriels de la chimie et du pétrole continuent de déverser les restes de leurs procédés sans vergogne et souvent sans traitement.

## L'enfer

L'automobiliste qui se promène à l'est de Détroit, vers « Gros-

se-Ile », par exemple, a l'impression de traverser l'enfer, l'enfer des cheminées. Si les magnats de l'industrie traitent l'eau comme ils traitent l'air, du reste, on ne peut voir comment la faune et la flore lacustres pourraient avoir de l'avenir.

Le chercheur américain nous fait remarquer que la disparition des espèces telle la truite des lacs, par exemple, dans les Grands Lacs est un « symptôme » et que cette disparition ne peut être imputée à une seule cause. L'homme a contribué, bien sûr, à la disparition de cette

du lac Michigan, n'acceptent plus de manger de salmonidés de leurs propres lacs. Il faut leur dire, sur les menus, pour faire plus propre, plus « nordique », qu'il s'agit de poissons « canadiens ».

## Pêche commerciale

L'industrie de la pêche commerciale ne rapporte plus que \$20 millions sur les quais des Grands Lacs. L'industrie de la pêche sportive, par contre, est maintenant une affaire de \$1,6 milliard. Les Nord-américains

vre de 250 pages pour les mettre en garde. Mangez du poisson si vous voulez, dit la brochure, en gros, mais n'en mangez pas de trop gras et de trop gros. « *Small is edible* », en somme. Et si vous en mangez, faites le frire suffisamment. Car les polluants s'accumulent dans la graisse; il est prudent de la faire fondre! On peut donc, dépendant des régions, se permettre, parfois, de déguster un petit doré; mais pas un gros saumon.

## Tumeurs cancéreuses

Le directeur du laboratoire américain de l'*Environment Protection Agency* (EPA), de Grosse-Ile, à l'ouest de Détroit, quant à lui, note qu'on trouve, dans l'eau des Grands Lacs, quelque 800 produits chimiques. Il est impossible, explique-t-il, de les étudier tous et de connaître leurs effets sur la biologie. Il rappelle qu'on trouve, dans plusieurs baies, maints animaux atteints de tumeurs cancéreuses et il n'évite pas de faire un lien entre ce fait et certaines déficiences de la reproduction chez les humains.

Tous les scientifiques qu'on interroge estiment que, s'ils veulent survivre, les humains devront changer d'attitude devant la vie. Ils établissent tous, notamment, une relation entre la dégradation du milieu et l'étalement des villes. Pour eux la dépendance absolue des citoyens envers l'automobile, par exemple, est une cause directe de stress environnemental.

Les Drs Richard Thomas et Wayne Willford, quant à eux, regrettent que les citoyens d'Amérique, notamment les industriels, n'admettent pas encore que la ressource eau est un bien commun devant être maintenue intacte. L'eau que l'industrie rejette dans les cours d'eau devrait être d'un état au moins aussi bon que celle du lieu où elle a été puisée au départ, indiquent-ils.

Le Dr Gilles LaRoche, le président canadien du Comité scientifique de la Joint Commission, souligne fortement la nécessité, pour le gouvernement du Québec, de participer à l'activité de toutes les instances administratives de réglementation des Grands Lacs. À titre de récepteur, conclut-il, le Québec a un intérêt direct en la matière, un intérêt qui concerne sa propre survie et la protection des ressources maritimes du Golfe, car c'est avec ces dernières qu'une part importante du monde occidental se nourrit. □



Le Dr Richard Thomas, directeur du Bureau régional sur la qualité de l'eau de la Commission mixte internationale, la *Joint Commission*, explique que la pollution industrielle des Grands Lacs doit nécessairement passer par le système du Saint-Laurent.

ressource en la surexploitant, et maints rejets industriels peuvent l'avoir tuée. Il se fait fort, en tout cas, de nous montrer que, dans la chair des truites de lac qu'on ensemence bien inutilement, on peut, avec les procédés de détection modernes, la chromatographie de masse, dénombrer près de deux cents corps étrangers.

Quoi qu'il en soit, la pêche commerciale, dans les Grands Lacs est pratiquement morte. Le lac Michigan, — le plus pollué avec le lac Ontario — comptait au début du siècle 800 pêcheurs commerciaux. Il en reste actuellement moins d'une centaine d'entreprises. Il s'en trouve seulement deux ou trois au lac Ontario, dont une pêche d'anguilles pour le Japon. Les Américains

s'intéressent donc moins à s'assurer des réserves de nourriture, qu'à s'amuser.

Dans le secteur du lac Ontario, la peur du Mirex a fait baisser la recette de la pêche touristique de 70 p. cent ces dernières années. C'est le lobby de cette industrie touristique de la pêche, indique-t-on, qui pousse les gouvernements à ensemencer les Grands Lacs d'espèces étrangères, notamment de saumon. Le saumon survit assez bien dans certains secteurs, mais la truite, indigène, elle, n'arrive plus à se reproduire.

Les pêcheurs sportifs, il faut le signaler, mangent le poisson des Grands Lacs à leurs risques et périls. Il est certain qu'ils en consomment beaucoup. Mais la province d'Ontario publie un li-

# C'est surtout la rivière Niagara qui inquiète

**L**a contamination des Grands Lacs par les effluents industriels est universelle. Mais c'est celle qui est rejetée dans le lac Ontario par la voie de la rivière Niagara et ses chutes, ce grand lac situé à la tête de notre système, qui fait craindre le désordre écologique. Et pour cause.

Sur la rivière Niagara, d'où les « vagues » de poisons peuvent partir pour se jeter dans le fleuve, il existe un complexe industriel qui n'a rien à voir avec le romantisme des cataractes. Dans ce qui reste d'eau des chutes — les deux tiers de la masse d'eau sont diverties dans les turbines électriques — 62 complexes industriels déversent encore leurs restes non traités. Soixante-et-une de ces sources se trouvent du côté américain. On compte là-dedans les écoulements du fameux dépotier industriel *Love Canal* qui a porté atteinte à la santé des citoyens de cette région.

Ce décompte a été révélé ces jours derniers par les porte-parole du Comité sur les contaminants de la rivière Niagara de la Commission des Grands Lacs sur les pêches. Cette commission se rapporte à l'*International Joint Commission*.

Le Canadien Don William, de l'*Inland Water Directorate* du ministère fédéral canadien de l'Environnement, et l'Américain John McMahon, du département de l'État de New York, ont décrit les caractéristiques des sources de pollution. Leur rapport, rédigé conjointement, a donné une image de la situation.

## 194 sites industriels

Il se trouve, près de la rivière Niagara, 194 sites industriels.



M. Wayne Willford

Or, ont-ils dit, 62 de ces complexes, dont un Canadien, contiennent de contaminer l'eau « en quantités notables » (*in significant amounts*). Occidental, Dupont, l'ancienne Bethlehem Steel, et le reste, dégagent 200 contaminants dont « 51, aux diverses stations de prélèvement, ont dépassé les critères admissibles au moins une fois ».

Ce comité a formulé 24 recommandations à la *Joint Commission*. On les lit en se posant de difficiles questions au sujet de la volonté des autorités gouvernementales de remettre les pollueurs à la raison. Les citoyens, disent d'abord les experts, ne sont pas assez informés. L'État de New York n'est pas assez sévère dans l'émission de permis pour exploitants de décharges industrielles.

Certains systèmes d'épuration des eaux municipales n'ont pas de filtres suffisamment efficaces. Certains filtres au charbon ne fonctionnent plus. Lorsque les



Le Dr Gilles LaRoche

poisons s'écoulent les gouvernements ne procèdent pas immédiatement aux opérations de colmatage des brèches. Ils s'en remettent au bon plaisir de l'industrie. Du côté américain, les États ne s'intéressent pas aux pollueurs qui se trouvent à plus de trois milles des berges de la Niagara. Et puis, encore, les gouvernements n'ont pas établi de programme binational de contrôle des déversements (*monitoring*) pour protéger le lac Ontario.

## Danger immédiat

S'il existe un danger immédiat, pour le fleuve Saint-Laurent, ce sont bien ces déversements industriels de la région de Niagara. Même si l'extrémité de cette péninsule se trouve à la tête du lac, certains de ses déversements peuvent, par circulation de surface, atteindre la décharge en quelques semaines seulement et éventuellement



Le Dr William Richardson

descendre, par conséquent, jusqu'au Golfe.

Le coprésident canadien du Conseil scientifique consultatif de la *Joint Commission*, le Dr Gilles LaRoche, se fait fort, quant à lui, de conseiller au gouvernement du Québec de surveiller la situation du lac Ontario de près. Il ne fait pas de doute, dit-il, que le Saint-Laurent est « un entonnoir » par lequel toute la pollution industrielle des Grands Lacs doit passer. Même si les contaminants organochlorés, les pesticides s'agglomèrent aux particules pour former des sédiments, dit-il, ces mêmes sédiments finissent par se dégager et se trouver dans le fleuve.

Il est possible, dit-il, que les contaminations provenant des Grands Lacs ne soient pas assez concentrées et d'une durée suffisante pour menacer les sources d'eau potables. Mais il est certain, ajoute-t-il, que les scientifiques ne connaissent pas les

seuils au-delà desquels les poisons de toutes sortes peuvent être dangereux pour la faune et la santé des humains. C'est cela même qui devrait porter les citoyens à la prudence en matière de contamination industrielle.

## Le Dr Thomas va plus loin

Le Dr Richard Thomas, quant à lui, va plus loin. Il soutient que les effluents industriels, dans les Grands Lacs, s'ils ne sont pas mieux contrôlés, pourraient déséquilibrer tout le système vital naturel aquatique et terrestre. Il explique que les contaminants s'attaquent au phytoplancton, donc au processus même de la production de l'oxygène.

M. Wayne Willford, du *Great Lakes Fishery Laboratory*, explique un fait qui donne un peu d'espoir. Lorsqu'un produit, comme le DDT est banni, explique-t-il, les traces, dans la chair des poissons, disparaissent rapidement. Ses chercheurs, dit-il, ont noté des changements radicaux dans l'année qui a suivi l'interdiction des DDT. Cela indiquerait, selon lui, que la nature a la capacité de se rétablir rapidement après les attaques qui lui sont portées.

Parmi la centaine de participants, tous fonctionnaires et experts, aux récentes réunions de la Commission des Grands Lacs sur les pêches, et aux autres instances plus élevées de la *Joint Commission*, on ne trouve généralement pas de participant ou d'observateur du gouvernement du Québec. Et lorsque les rencontres se déroulent entre États, la participation du gouvernement du Québec ne s'effectue pas non plus toujours au niveau officiel le plus élevé possible.

J.-P. B.

# Il faut peu de Mirex pour tuer les animaux

Le Mirex est un produit synthétique, un poison dont l'effet nocif sur les animaux a été démontré. On s'en sert pour tuer un type de fourmis féroces (la *fire ant*) dans le sud des États-Unis et comme composante ignifuge dans le plastique. Il a été détecté, pour la première fois, en 1974, dans la partie nord du lac Ontario. On croyait alors qu'il provenait de l'atmosphère. C'est le premier poison industriel, dont l'usage et l'importation a été interdit par la réglementation sur la loi sur les contaminants.

C'est une équipe du *Inland Water Laboratory* de Burlington, près de Toronto, dirigée par le Dr Richard Thomas, qui a découvert le pot aux roses.

Le Dr Thomas, qui est actuellement directeur du bureau régional sur l'eau des Grands Lacs, l'*International Joint Commission*, bureau situé à Windsor, en Ontario, a retracé les sédiments contaminés dans le fond du lac, jusque dans l'estuaire de la rivière Oswego, effluent situé dans l'État de New York, non loin de la tête du Saint-Laurent.

Les chercheurs avaient soumis à la *Joint Commission*, en 1976, que les sédiments étaient contaminés jusqu'à la hauteur de la *Armstrong Cork Co.* Ils avaient établi que cette compagnie avait déversé des « quantités considérables » de Mirex dans l'estuaire plus d'une décennie avant que l'enquête ne débute.

Les cartes, confectionnées par l'équipe du Dr Thomas, montrent que le Mirex s'est propagé en un cercle, dans le fond du lac Ontario, et qu'il s'est dirigé vers la décharge

du lac, c'est-à-dire à la sortie, vers le Saint-Laurent. D'autres sources de Mirex avaient précédemment été révélées. Celles-ci originaient de la rivière Niagara, plus en amont et de la rivière Genesee qui arrose Rochester.

Toutes ces révélations ont motivé l'État de New York à interdire la pêche. L'Ontario, quant à elle, a émis de clairs avertissements. Aujourd'hui, dix ans plus tard, les chercheurs découvrent le Mirex dans le système du Saint-Laurent. Cela démontre que les

contaminants ont la caractéristique de voyager.

Les scientifiques ne savent pas en quelles quantités et en quelles concentrations le Mirex pourrait avoir des effets sur la santé des humains. Ils se contentent d'affirmer qu'il en faut peu pour tuer les animaux. Aussi recommandent-ils aux autorités de veiller à ce que les industriels ne rejettent pas dans l'eau des contaminants de cette sorte. C'est pour eux une élémentaire prudence.

J.-P. B.

LE CLUB  
MED

# De la société à but non lucratif à la multinationale du ciel bleu

Il ne siège pas à l'ONU. Il ne figure sur aucune carte. Pourtant, il existe. Quelque part sur le globe on trouve un pays qui compte plus de 800 000 citoyens, habitants d'une centaine de villages. Son produit national brut est de \$500 millions, ses fonctionnaires enthousiastes et dévoués sont près de 20 000. Une monnaie nationale: le «collier-bar», dont l'unité de base est la «poule» noire, blanche ou orange. Dépourvu d'avions, ce pays est desservi par une trentaine de sociétés aériennes; sans chemin de fer, il affrète 94 trains spéciaux. Son ministère de la Défense peut compter sur une flotte de 1300 bateaux et une cavalerie de 400 chevaux.

Son président à vie s'appelle Gilbert Trigano, 64 ans. Dange-reux impérialiste, ses territoires d'abord limités à la Méditerranée se sont étendus aux Caraïbes, puis à l'Asie. Dernière for-teresse attaquée: la Chine éternelle. Effrayés par les hor-des de touristes qui attendent, tube de crème solaire entre les dents, de déferler sur l'empire du milieu, les dirigeants chinois ont craqué. D'ici un an, Trigano aura son village en terre post-maoïste.

Un pays, le Club Méditerranée? Mieux: une planète, un univers parallèle. Y accéder, c'est changer d'identité. Ailleurs on est client, contribuable, là on est «membre», adhérent. Ail-leurs on est dirigé, servi, là on est «gentiment organisé». (On y appelle les clients des «gentils membres» ou «G.M.», les sala-riés des «gentils organisateurs» ou «G.O.»).

## Cent esclaves

Troisième organisation touris-tique européenne. Neuvième chaîne d'hôtel au monde. Le Club Méditerranée fait sa fortune sur un concept unique. Mille fois copié, jamais égalé. «Le Club» dit avoir des villages de loisir sur les côtes, dans des prairies, sur les sommets. N'en croyez rien. Il n'a que des îles, des enclaves touristiques à per-méabilité variable posées aux endroits stratégiques du loisir. C'est sa recette: des îles occi-dentales construites en terre ma-rocaïne, mexicaine ou brésilien-ne. Des îles qui ne sont pas nécessairement entourées d'eau, mais qui sont toutes des prolon-gements insulaires de Paris, Bruxelles ou New-York. La so-ciété qu'elles renferment n'a rien à voir avec celle qui les en-vironne. Au-delà du mur d'en-



Jean-François Lisée

ceinte, c'est en général le tiers monde. En deçà, c'est encore la banlieue occidentale.

«Qu'est-ce qu'un village du Club? Une pratique fétichiste, un découpage métropolitain dans un pays étranger, ou en-core le Maroc sans les Marocains, l'Arabie sans les Arabes, le Sé-négale sans les Noirs ou alors des indigènes si humbles, riches, aseptisés qu'ils en sont «blan-chis» et deviennent présentab-les. Il faut au bonheur des vacanciers que la lumière, la beauté, les charmes d'un climat soient donnés mais filtrés sans la résistance des autochtones, aucune présence humaine incon-grue, malséante ne devant ternir le doux repos des gentils mem-bres (...) On se déplace mais on n'a pas bougé, ce sont des séjours frileux dans des pays très chauds.»

Au demi-dépaysement s'ajou-te un deuxième ingrédient: la création d'une mini-communauté, l'invitation à la communica-tion, pour ces Français et ces plages qui forment encore la majorité des «G.M.», la généra-lisation du tutoiement qui est la marque du Club est une révolu-tion. Les tables, où les «hôtes-ses-G.O.» vous placent à six ou à huit (en prenant soin de mettre les célibataires des deux sexes ensemble) sont autant de lieux de rencontre, propices aux nou-veaux contacts. Les «jeux collec-tifs» les tournois sportifs entre débutants concourent à ce même objectif.

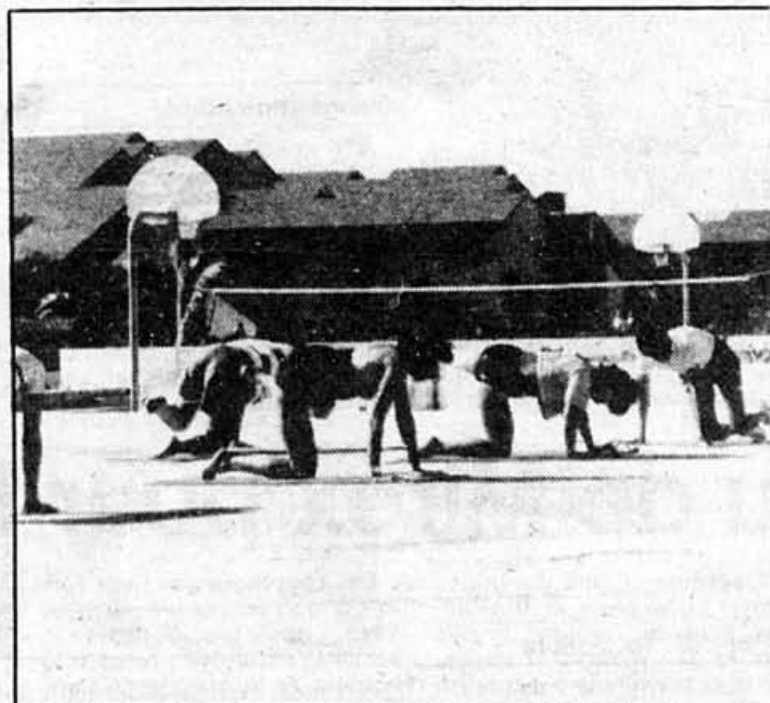
Communautaire aussi le «vil-lage» de cases ou de bungalows, sans serrure (les objets de va-leur sont déposés dans un cof-fre), l'absence d'argent, remplacé on l'a dit par les «colliers-bars» ou par des fiches qu'on signe et qu'on règle en fin de séjour.

«Tout est compris au Club» ré-pète sa publicité. Et si l'on ex-cepte le bar, la boutique et les excursions, elle ne ment pas. A Agadir, au Maroc, où le club nous a reçus, il fallait choisir sans supplément parmi tennis, tir à l'arc, équitation, yoga, in-



Avant qu'un Club med s'installe sur l'île Providenciales, il n'y avait pas un arbre et pas de gazon. Ce qu'on voit sur cette photo a donc été importé!

photos François Trépanier



Voici l'heure des exercices, une activité parmi d'autres qui concourent à l'objectif de rencontre et de communication que se donne le Club med.

formatique et quelques autres, sans compter la gymnastique quasi non-stop qui secoue quelques bronzeurs professionnels. Tout faire? Impossible, et cette impossibilité fait partie du luxe. Seulement 25 à 30 p. cent des vacanciers arrivent à toucher à tout. «Pour les autres, les vacan-

ces c'est ne rien faire tout en ayant la possibilité de faire beaucoup de choses.»

## Le «son» Club

Le trop-plein de soleil et de sport forment la base du cock-tail-Club. Mais il faut encore y

ajouter un déferlement d'animati-on. «L'équipe des G.O.» dirigée par le «chef de village», sorte de superstar locale, fait tout pour que les «G.M.» soient constam-ment «animés». Pendant les repas, autour de la piscine, à l'arrivée ou au départ, ils ont un micro à la main, un sourire aux lèvres.

Avec le ton et la volubilité d'animateurs de centre-d'achats, ils organisent un bingo, une bataille d'oreillers ou une compétition de ski sur piscine. Compléments indispensables du moindre soupçon d'activité: mu-sique et applaudissements.

Avant, pendant et après quoi que ce soit on nous invite à bat-tre des mains. Et si trois «G.O.» traversent la salle à manger pour nous montrer leurs costu-mes des années 30, un quatrième compère les suit de quelques pas pour «donner la claque» qui con-vient.

Musique, mais pas n'importe laquelle. Répétitive, rythmée, propice justement à «la claque». Il y a un «son» Club Méditerra-née. Un son cri, entraînant, sans complexe, sans profondeur. On dirait que la totalité de ce que l'industrie du disque a produit de plus bête depuis vingt ans s'est donné rendez-vous sur les tables tournantes du Club. Vrai: nous n'avons entendu qu'une fois «Agadou» et «La danse des ca-

## LE CLUB MED

→ nards», mais cette rareté a été mille fois compensée par le passage répété de «Lui qui voulait toucher la chatte à la voisine» et de «Haut-les-mains, donne-moi ton cœur». Cette dernière rengaine, reprise chaque soir après le spectacle (car il y a spectacle chaque soir, et surtout pas de télé), doit être entonnée par les «G.M.», et accompagnée d'une gestuelle que mon chef scout n'aurait pas osé nous imposer.

Après 48 heures de ce traitement, ahuris devant une telle somme de «quétaineries» on voudrait partir. Encore 48 heures, et la surprise fait place à l'habitude. Finalement, on prend plaisir à faire l'idiot, on en redemande. À ce stade, ils nous ont eus. Ils nous ont complètement «gentil-membrisés».

### Du groupe de copains à la multinationale

Aujourd'hui, le Club Méditerranée, c'est le riche banquier Edmond de Rothschild, le Saoudien Ghait Pharaon, une banque allemande, un groupe italien, des actions en bourse et indirectement, l'État français.

Pour faire rigoler ces propriétaires dont la compagnie a enregistré, en 83, plus de \$30 millions de profits, il suffit de leur rappeler qu'à sa création, le «Club Méditerranée» était une «société à but non lucratif»...

Comme son nom l'indique, c'est un «club» avec cotisations annuelles et cartes de membres qui se forme en 1950 à l'initiative d'un nageur belge, Gérard Blitz, et quelques amis. Pour oublier la guerre, il est urgent d'inventer le tourisme, de se réapproprier les plages à peine désertées par les armées. En 1950, c'est avec des tentes en toile verte — surplus de l'armée américaine — que les premiers vacanciers du Club campent à Aloudia, en Espagne.

L'idée de vivre ensemble, de partager les tâches (vaisselle en commun, etc.), et surtout de «faire de la plongée sous-marine et du ski nautique comme les milliardaires de Miami» assure le succès des premières expéditions. «Tous les problèmes sont solubles dans l'eau salée» affirment ces pionniers, qui cultivent «l'art de ne rien faire».

Ces «membres» qui ne deviendront «gentils» que plus tard, se retrouvent aussi l'hiver à Paris pour s'amuser ensemble et préparer leurs prochaines aventures. Avec Blitz, ils ont un rêve: la Polynésie, ses colliers de fleurs, ses cases. En Grèce en 1955, ils construisent le premier de ces villages de cases rudimentaires. (Il y a encore aujourd'hui 14 villages de cases.) Pour vêtement, autre emprunt polynésien, ils adoptent le «paréo» genre de drap replié dont la caractéristique — comme d'ailleurs celle des cases — est d'être extrêmement propice aux courants d'air. À l'hiver 56, pour s'occuper, ils créent un premier village de neige en Suisse.

Victime de son succès, le Club Méditerranée ne sait plus gérer son expansion. Pendant un temps, on pense freiner la course. Pour devenir membre, il faut avoir deux «parrains» déjà inscrits. On crée une nouvelle catégorie, les «très gentils membres» (T.G.M.) qui sont un peu les «militants» du Club.

Mais la demande est trop forte, le Club répond à un besoin croissant et son infrastructure artisanale ne répond plus. Un créancier, Trigano (celui qui fournissait les tentes au tout début) se joint à la direction dès 1954. Il a le mérite de savoir compter. En 1957, le Club devient une compagnie privée, mais ses problèmes économiques de croissance ne seront vraiment réglés qu'avec l'entrée dans son capital, en 1961-62, du banquier Rothschild, séduit lors d'une brève visite dans un village du Club en Israël. (Peu à peu, Blitz se retirera de ce Club qui n'est plus vraiment le sien. Il restera vice-président fondateur jusqu'en 1983).

Rapidement, le Club devient une locomotive du tourisme à l'étranger. Là où il va, les autres suivent. En 1963, son village de cases était seul à l'île de Djerba, en Tunisie. En 15 ans, la moitié de l'île s'est couverte d'hôtels. À la même époque, les autorités marocaines demandent au Club de s'installer à Agadir, qui vient d'être rasée par un tremblement de terre. Le Club y ouvre en 1965 son premier village «en dur», ouvert toute l'année. Ses concurrents viendront essaimer autour de lui, mais ne réussiront jamais cet exploit: avec sept villages marocains, le Club emmène à lui seul 12 p. cent de l'ensemble des touristes qui séjournent chaque année dans ce pays. Rien de surprenant, à partir de là, que les chefs d'État appellent Trigano pour lui offrir des plages où s'implanter.

### Objectif: la planète

Dans le calendrier du Club, les années sont jumelées avec des pays. 1968, c'est la Guadeloupe, première installation proche du continent américain. 1979, premier village en Amérique du Sud (Brésil) et en Asie (Nouvelle-Calédonie). 1980, il s'installe aux États-Unis (Copper-Mountain) et en Asie du Sud-Est (Malaisie). Un coup d'oeil non exhaustif sur ses projets des trois prochaines années et on retrouve péle-mêle Bermudes, Tahiti, Thaïlande, Chine, Indonésie, Japon, pour ne parler que des nouveaux pays,

qui s'ajouteront aux 24 déjà occupés. (À quand la Sibérie?)

La stratégie du Club est planétaire. Son siège historique est à Paris, mais il en a d'autres à New York (où il est coté en bourse), à Hong-Kong et à Rio de Janeiro. «Notre progression atteint 15 p. cent par an, c'est un score, par les temps qui courent! affirme Trigano, qui a sa petite idée sur la manière d'organiser le globe en fonction de son entreprise. Ne lui parlez pas d'océans, lorsqu'il regarde la planète, il ne voit que des lacs: «Notre stratégie est claire. Il y a trois grands lacs de vacances: la Méditerranée — notre lac d'origine — la mer des Caraïbes, la mer



Sports et spectacles font partie de l'activité quotidienne des «G.M.» du Club méditerranée.

deuxième place avec 20 p. cent, suivis des Italiens et des Belges (chacun 5 p. cent). Plus loin encore dans ce palmarès, les Australiens sont tout de même 18000 et les Japonais 12000 à avoir goûté, en un an, aux joies du Club.

Bravo. Mais peut-on ne pas trembler quand on songe que cet homme et ses contingents de «G.O.» à l'apparence inoffensive ont le pouvoir de réunir chaque année dans leurs villages plus de 800000 personnes, généralement instruites et bien payées (75 p. cent de patrons, cadres et professions libérales), et qu'ils arrivent chaque soir à mettre tout ce beau monde debout, pour gesticuler avec entrain en chantant «Haut-les-mains donne moi ton cœur», «Agadou» ou «La danse des canards»?

#### Notes:

1. Dans Bruckner, Finkielkraut «Au coin de la rue, l'aventure», Seuil 1979. Ce livre sur l'aventure ou quotidien, réédité en 1982 dans la collection «Points» du Seuil, est à lire absolument avant la fin de la décennie.
2. Dans un article d'Yves Reynouard, «Les colonies de vacances». Ancien G.O., Reynouard a écrit avec Christine Peyre «Histoire et légendes du Club Méditerranée», Seuil, 1971.

# Plus de 800 000 «citoyens» à l'assaut d'une centaine de villages

# Séoul semble prête à être envahie par les visiteurs des Jeux de 88

**U**n printemps: trois étudiants qui parlent simplement de politique entre eux sont épiés puis arrêtés. Seul celui dont le père est influent a été libéré. On n'a pas revu les deux autres sur le campus.

Le 26 mai 1983, l'armée a encore une fois entouré un édifice où des étudiants faisaient un sit-in non violent. Elle a investi la place et pris des photos pour ses fichiers. Peu après, des gaz lacrymogènes ont forcé une évacuation des lieux où plusieurs ont été arrêtés. Le lendemain, les soldats du Président Chun ont de nouveau utilisé les gaz, contre une foule qui s'inquiétait du sort de Kim Young Sam, l'ancien chef de l'opposition qui jeûnait depuis neuf jours demandant des réformes pour la démocratie.

Il y a à peine deux semaines, 72 étudiants ont investi la bibliothèque du centre d'information des États-Unis à Séoul. Ils ont soutenu une grève de la faim pendant quelques jours, dénonçant le soutien du régime de Chun Doo Hwan par les Américains.

Coincée entre la Chine, l'URSS et le Japon, la Corée du Sud attire régulièrement l'attention du monde. Les médias mettent fréquemment en scène les tensions qui animent ce théâtre: un pilote chinois qui déserte et est accueilli par la Corée du Sud (qui ne reconnaît que le gouvernement de Taiwan), un bateau-espion nord-coréen coulé alors qu'il s'était aventuré trop au sud, un nouveau contrat pour la construction d'un navire ou d'une nouvelle centrale nucléaire.

Il y a aussi la question des droits et libertés publiques, la guerre qui a laissé une large plaie divisant le Nord et le Sud, et l'avion commercial abattu par les Soviétiques. — Oui —. Mais peu de gens, hélas, ont d'autres images du sud de cette péninsule asiatique que celles recréées par la série télévisée M.A.S.H.

Emmitouflée dans un manteau de pollution qui la couvre à longueur d'année, Séoul nous semble prête à être envahie par les visiteurs des Jeux asiatiques en 1986 ou olympiques en 1988. Les buildings poussent partout dans la grande ville, la troisième du monde après Mexico et Sao Paulo et la septième communauté urbaine. Il s'y entasse 36 000 personnes au mille carré. Neuf millions d'habitants vivent dans le bruit, les poussières qui viennent d'aussi loin que le désert de Gobi et, l'hiver, endurent la fumée des briquettes de charbon qui chauffent 80 p. cent des domiciles. L'environnement est mis à rude épreuve là où la plus grande partie des eaux d'égout vont directement dans la rivière Han.



François-Pierre Le Scouarnec

Le gouvernement qui cherche activement à améliorer son image y va de projets d'usines de traitement d'eau, de construction de centrales nucléaires et de logements. Mais tout arrivera trop tard. Dans un univers à l'urbanisme défié, l'homme et la femme de la rue survivant aux 40 000 accidents annuels des rues de Séoul (une voiture sur six), ne trouvent le repos que lorsque

tout s'arrête, le 15 du mois, pendant 20 minutes.

Les automobiles et les 8300 autobus sont immobilisés, les sirènes suspendent les activités de chacun et rappellent aux citadins qu'une attaque aérienne est toujours possible quand, à 60 kilomètres, se dresse une frontière ennemie.

C'est la frontière des autres, des Nord-Coréens qui, sous la férule de Kim Il Sung depuis 37 ans, constituent une menace constante. Bien sûr, cet état de guerre larvée permet aux militaires du sud de justifier leur régime mais le danger est réel. Dans la zone démilitarisée, une bande de quatre kilomètres à cheval sur la frontière de 240 kilomètres, les observateurs de l'ONU séparent les 750 000 militaires Nord-Coréens des 600 000 soldats Sud-Coréens assistés de 39 000 Américains. Depuis 1974,

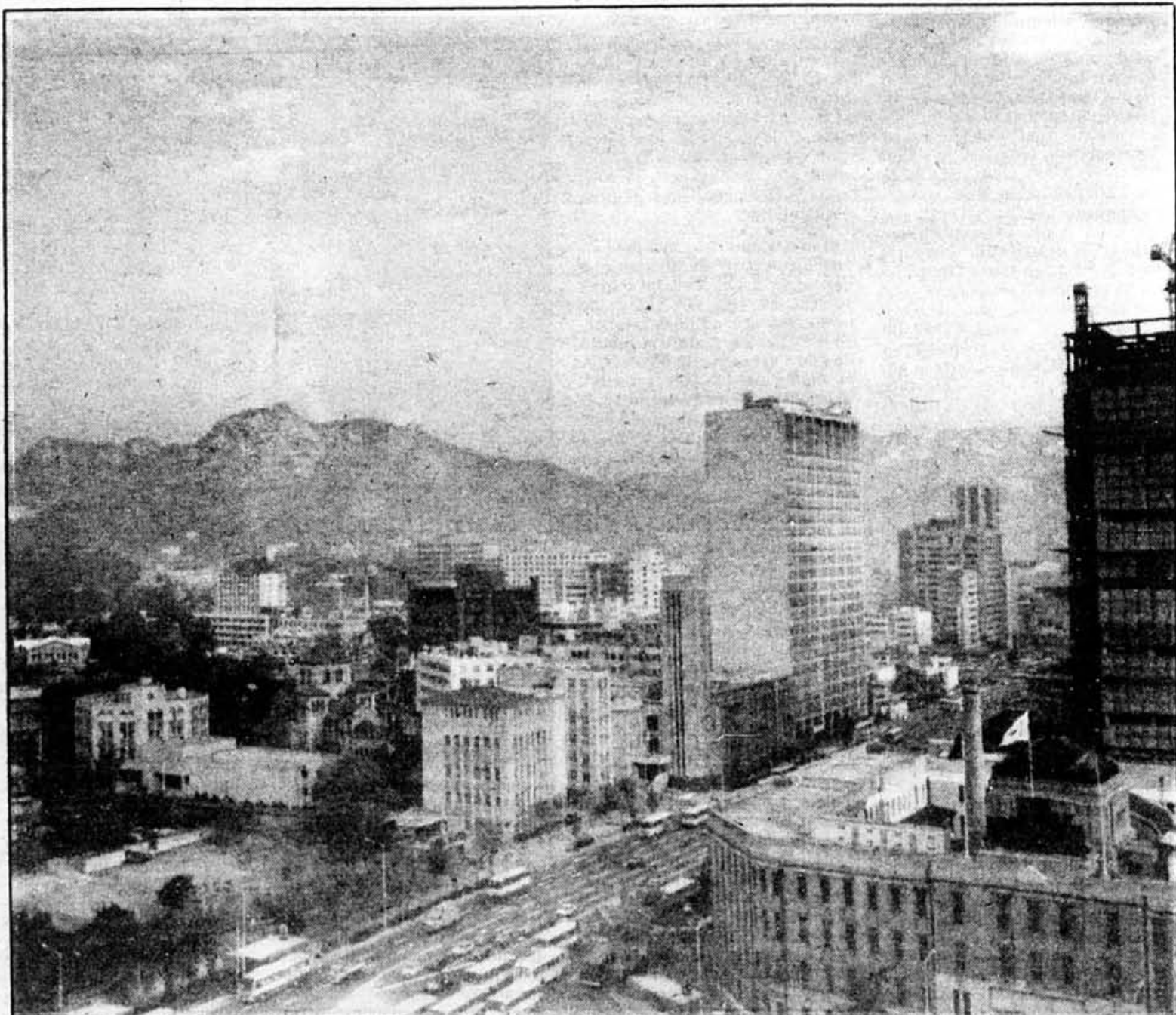
on a trouvé trois tunnels qui traversent la zone démilitarisée. Ils mènent tous à la Corée du Nord qui se défend bien de les avoir creusés. Assez large pour faire passer 30 000 hommes (un bataillon) en une heure ainsi que des pièces d'artillerie légère, la bouche du dernier tunnel est à 44 kilomètres de Séoul. Les corridors courent sous la surface à des profondeurs variant de 45 à 160 mètres. Un officier américain m'a confié que les recherches continuent et que l'on soupçonne la présence de 12 à 20 autres tunnels.

Pour ajouter aux tensions, quelques navires du Nord ont franchi le territoire maritime du Sud. Peu avant le désastre qui a coûté la vie aux passagers du Boeing 747, la Corée du Sud avait annoncé qu'elle avait coulé deux bateaux espions et récupéré quelques armes. La côte est bien

gardée et, sur les belles plages du nord-est, les barbelés sont étendus et profitent du soleil.

Pour assurer une défense qui compte sur 600 000 soldats, 1,02 million de réservistes et 2,4 millions de membres des forces paramilitaires, il faut que les jeunes se soumettent à un service militaire de trois ans et le gouvernement repose sur l'aide des États-Unis.

Contrairement à ce que plusieurs pourraient penser, le gouvernement et le peuple sud-coréen apprécient la présence des troupes étrangères. Les soldats américains vivent près de la frontière et ne descendent en ville que lors des permissions. Leurs salaires ont permis le développement d'Itaewon où ils viennent enrichir un des endroits



Séoul est au cœur de la septième plus grande communauté urbaine au monde. Il s'y entasse 9 millions de personnes, soit 36 000 habitants au mille carré.

# Corée du sud: « Il faut éduquer la police »



reconnus pour sa vie nocturne, ses bars et ses trottoirs...

Mais lorsque le Nord envoie, pratiquement chaque semaine, des milliers de ballons qui déversent des tracts, les Sud-Coréens s'estiment chanceux d'avoir les États-Unis pour les défendre en se convainquant tout bas que les Américains ne toléreraient pas la perte de soldats sans répliquer à l'attaquant.

Plus au sud, un autre visage de la Corée apparaît. La vieille civilisation est conservée par le témoignage de nombreux temples et de palais qui loin d'être cachés par des édifices en hauteur, comme dans la capitale, se servent des montagnes comme toile de fond. Les animistes, les confucianistes et les bouddhistes font bon ménage avec les chrétiens et, depuis peu, les islamistes. Partout dans le pays, les croyants célèbrent dans des sanctuaires et des temples qui en disent long sur l'histoire de la péninsule.

Depuis 44 siècles, la Corée a une culture autonome qui, tout en subissant des influences chinoises, se répandra au Japon, au sixième siècle, pour populariser le bouddhisme. Divisée en trois royaumes de 57 av. J.-C. à l'an 676, la péninsule sera unie à l'époque du royaume de Silla (668-935), puis sera gouvernée par les dynasties Koryo (918-1392) et Yi (1392-1910) avant d'être conquise par les Japonais et occupée de 1910 à 1945.

Envahis tour à tour par les Mandchous et les Japonais, les Coréens ont perdu plusieurs éléments de leur patrimoine culturel. Ce que l'on peut admirer à Kyongju n'est qu'une partie de la splendeur de l'ancienne capitale, celle du royaume de Silla appelée alors Sorabol.

Entre le temple de Pulkuk et le parc des tumuli, on découvre ce qui semble être un observatoire, une très ancienne construction qui, d'après l'agencement des pierres, rappelle le calendrier et témoigne d'un esprit scientifique qui ne s'est jamais démenti.

Au onzième siècle, un système d'imprimerie mobile, en métal, fonctionne 200 ans avant les expériences de Gutenberg. Au quinzième siècle, le roi Sejong invente le Hangul, l'alphabet phonétique utilisé jusqu'à ce jour par les Coréens. Enfin, un siècle plus tard, l'amiral Yi Sunshin introduit les premiers navires cuirassés de fer et, aujourd'hui, l'industrie navale sud-coréenne, appuyée par les secteurs de l'automobile, de l'électronique et du textile, permet d'imaginer la Corée du Sud



Le grand stade de Séoul, où doivent principalement se dérouler les 24e Jeux olympiques d'été, en 1988. Le complexe se trouve dans la partie sud de la ville.



La vieille civilisation coréenne est conservée par le témoignage de nombreux temples et palais. Ici, les magnifiques Jardins secrets du palais de Changdok, qui s'étendent sur par moins de 300 000 mètres carrés.

franchissant les étapes qui la rendront membre de l'OCDE.

Le pays s'éloigne rapidement des rangs des pays en voie de développement, et le Canada lui vend beaucoup de matières premières, la Corée n'ayant pratiquement que de l'antracite avec des gisements de qualité moyenne. Les Coréens ont su trouver un marché au Canada qui connaît un déficit commercial de l'ordre de \$340 millions par année. On leur achète des télévisions, des radios et des appareils stéréophoniques, de l'acier, des souliers, des équipements de télécommunications et, depuis moins d'un an, des voitures (les fameuses Pony).

Cependant l'essor industriel s'essouffle et la nouvelle richesse que connaissent les Sud-Co-

réens est accompagnée d'une demande de plus en plus forte pour la libéralisation du régime. Le peuple coréen, accueillant et industriel, est affligé d'un gouvernement militaire qui n'hésite pas à employer la torture et la détention abusive pour se maintenir en place. Pour garder une certaine image, un Parlement fonctionne mais le Président Chun Doo Hwan a des pouvoirs discrétionnaires importants et les députés de tous les partis sont agréés avant de se présenter. De toute façon, le tiers des députés de l'Assemblée nationale sont nommés parce que, comme me l'a indiqué M. Lee Jong-ryol, ancien directeur de l'information et des analyses de l'Institut du parti de la Justice démocratique (le parti au pou-

voir), « ce système offre une meilleure stabilité ».

Les partis, créatures du gouvernement, n'intéressent pas tellement le peuple qui vote souvent sous l'effet de la peur et de la méfiance. C'est durant les élections que s'affrontent, en fait, les factions d'un même ensemble et, au niveau du peuple, les mesures d'intimidation donnent au pouvoir « des majorités satisfaisantes » et « des appuis populaires ». Chun a promis de quitter le pouvoir à la fin de son mandat, en 1987, et tous souhaitent qu'il tiendra sa promesse.

En attendant, les étudiants chantent « Gaksuli ta riong », la chanson des pauvres, un hymne antimilitariste; les journaux s'autocensurent et la population se souvient de la tuerie de mai 1980 à Kwangju où 191 personnes ont perdu la vie lors d'une manifestation brutalement réprimée.

La levée de l'interdiction de participer à la vie politique semble un espoir impossible à des centaines de militants qui peuvent témoigner des syndicats décapités, des universités contrôlées et des groupes religieux matés.

Au gouvernement, on soutient que la libéralisation est amorcée et qu'elle se poursuivra. M. Lee m'explique que maintenant, les étudiants peuvent porter ce qu'ils veulent, que d'ici une dizaine d'années, il y aura peut-être des élections municipales et que, somme toute, ce en quoi il n'a pas tort, c'est bien mieux que dans plusieurs autres pays d'Asie.

C'est en s'échappant lors de notre conversation qu'il livre un remède qui pourrait guérir la démocratie en Corée du Sud: « Il faut éduquer la police. » □

## plus

### Éditeur

Roger D. Landry

### Coordination

Paul Longpré

### Responsable

des chroniques:

Pierre-Paul Gagné

Tél.: (514) 285-7070

### Page couverture:

Photo Gamma

### Mise en page:

Jacques Gagnon

Claude Fortin

### Collaboration

Philippe Barbaud

Jean Basile

Berthio

Hélène Charlebois-Dumais

Jean-François Doré

Claire Dutrisac

Serge Grenier

Gérard Lambert

Yves Leclerc

François-Pierre

Le Scouarnec

Marie Lessard

Mario Masson

Danielle Pigeon

Simone Piuze

Toronto Michel Labrecque

Vancouver Daniel Raunet

Moncton Achille Michaud

Mexico Francis Pisani

Managua Jacques Lemieux

San Salvador Édith Coron

Washington

Jean-François Lisée

Rome Jean Lapiere

Bruxelles Claudé Monique

Genève Angelica Roget

Chypre Robert Pouliot

Tokyo Huguette Laprise

Taiwan Jules Nadeau

### Publicité

#### Responsable

des cahiers spéciaux

Manon Chevalier

#### Secrétariat

Micheline Perron

Tél.: (514) 285-7319

# Les écoles catholiques inquiètent et divisent les parents ontariens

Le 12 juin dernier, l'ex-premier-ministre ontarien William Davis lançait au Parlement provincial une véritable bombe à retardement: prenant tout le monde par surprise, il annonçait que son gouvernement financerait intégralement les écoles secondaires catholiques de sa province, au même titre que les écoles publiques.

Dix mois plus tard, la première explosion se produisit: en pleine campagne électorale, l'archevêque anglican de Toronto, Lewis Garnsworthy, ripostait vigoureusement. Dans une déclaration qui stupéfia l'Ontario, il comparait indirectement Bill Davis à Adolf Hitler, l'accusant d'avoir pris sa décision sans consultation et de gouverner par décret, comme le faisait le IIIe Reich.



Michel Labrecque

Depuis, la question du financement des écoles catholiques soulève des passions comme on ne voit rarement en Ontario. Même si les politiciens ont tout fait pour ne pas en parler, le dossier a été la «patate chaude» de la récente campagne électorale. Il a coûté cher au nouveau chef conservateur, Frank Miller, qui a bien failli perdre le pouvoir, après 42 ans de règne tory à Queens Park.

Tout au long de la campagne, les trois principaux partis (conservateurs, libéraux et NDP) se sont dits d'accord avec le projet. Mais les Ontariens, eux, sont inquiets et divisés. Des milliers de parents se demandent quelle école leurs enfants fréquenteront en septembre. Des syndicats d'enseignants sont furieux. Dans certaines régions, on craint de raviver des guerres de religion qu'on croyait éteintes depuis longtemps. Personne, sauf peut-être William Davis, ne sait vraiment comment les choses vont se passer. Tout le débat se fait sans qu'un projet de loi ne soit venu préciser les règles du jeu.

Mais qu'a donc annoncé exactement Bill Davis pour susciter tant de remous dans sa province? En fait, il a décrété la parité entre deux systèmes scolaires jusqu'à maintenant foncièrement inégaux, quant à leur financement.

Le système scolaire public, ouvert à toutes les religions, a toujours reçu la grosse part du gâteau: la province finance en partie (environ le tiers) les 13 années de cours élémentaire et secondaire, en subventionnant chaque élève qui fréquente le réseau.

Les écoles catholiques n'ont pas le même traitement. Leur part de subventions provinciales s'arrête à la dixième année. «Après cela, les écoles secondaires catholiques sont à toutes fins utiles des écoles privées», explique un enseignant. Ceux qui désirent y garder leurs enfants doivent débours des frais de scolarité de près de \$1000 par année. La plupart des parents optent pour le système public. Plus d'un million d'élèves fréquentent les écoles publiques, contre 400,000 pour les écoles catholiques.

Depuis le 19e siècle, les catholiques administrent leurs propres commissions scolaires, appelées «conseils scolaires séparés». Ce droit leur est garanti en Ontario par la constitution canadienne, au même titre que les commissions scolaires protestantes au Québec. Mais l'Ontario avait toujours estimé que ses obligations constitutionnelles n'allaient pas jusqu'à la fin du cours secondaire.

C'est cette conception que Bill Davis a changée. Il a garanti aux catholiques que la province subventionnerait dorénavant tout leur système scolaire, à commencer par les classes de 11e année en septembre, pour ensuite s'étendre à la 12e et la 13e année d'ici 1988.

En apprenant la nouvelle, les catholiques de l'Ontario ont crié au miracle. «C'est la réalisation d'un grand rêve, et c'est un fait déterminant à l'ouverture d'esprit des Ontariens», dit Jean-Louis Bourdeau, ancien directeur d'école catholique et membre d'une commission gouvernementale chargée de mettre en forme la politique de Bill Davis.

La communauté catholique de l'Ontario a fait du financement intégral de ses écoles son principal cheval de bataille, depuis plus d'un siècle. Mais elle s'était toujours heurtée à l'opposition des conservateurs. En 1971, le même William Davis, fraîchement élu à la tête de son parti, s'était opposé au financement des écoles catholiques. Il avait facilement battu ses adversaires libéraux et néo-démocrates, qui appuyaient tous deux le principe.

Comment a-t-il pu changer d'idée? Certains observateurs croient qu'à défaut de rendre l'Ontario bilingue, M. Davis a voulu passer à l'histoire en rendant justice aux catholiques. Dans une de ses rares déclarations sur le sujet, il a expliqué qu'il était temps de «panser les vieilles plaies» entre catholiques et protestants; qu'il était maintenant possible de compléter le système séparé sans diminuer la qualité du secteur public.

D'autres y voient des intentions moins «catholiques» et plus électoralistes. «Le mythe de l'Ontario «britannique» et protestante est en train de voler en éclats, explique Robert Choquette, historien à l'Université d'Ottawa et spécialiste du catholicisme en Ontario. Les catholiques sont devenus une for-

ce politique avec laquelle les gouvernements doivent composer.» Les chiffres parlent d'eux-mêmes: depuis la dernière guerre, la population catholique de l'Ontario a presque doublé, et ils forment aujourd'hui plus de 35 p. cent de la population. À Toronto, ils sont presque à égalité avec les protestants. Le gouvernement conservateur avait tout intérêt, en théorie, à faire plaisir à cet électorat traditionnellement libéral et néo-démocrate.

## Une contestation insoupçonnée...

Cependant, tout porte à croire qu'en pratique, l'ancien premier ministre a légué un cadeau empoisonné à son successeur Frank Miller, et qu'il n'avait pas prévu l'ampleur des réactions qu'il allait susciter.

L'annonce de la réforme a soulevé une levée de boucliers qui n'a fait que s'accroître à l'approche de l'élection provinciale du 2 mai. Selon des sondages effectués pendant la campagne, une majorité d'Ontariens s'oppose au projet. Et plusieurs conservateurs, y compris le premier ministre Frank Miller, ont attribué en partie leur déconfiture à ce mouvement de protestation de leur base non catholique.

Pourtant, ce sont essentiellement les conservateurs qui semblent avoir fait les frais de cette vague d'opposition, alors que les deux autres partis défendaient le même principe. Selon certains critiques, c'est la façon maladroite avec laquelle ils ont procédé qui explique leur échec. «Tout s'est effectué trop vite, sans consultation, et sans garantie pour l'avenir du système public d'éduca-

tion», dit Malcolm Buchanan, président de la Fédération des enseignants du secondaire de l'Ontario, syndicat de 35000 professeurs qui est un des chefs de file du mouvement de contestation. L'organisme est même allé jusqu'à présenter des candidats indépendants dans certaines circonscriptions serrées.

Les adversaires du projet Davis proviennent de différents milieux: éducateurs qui défendent leurs intérêts, églises qui s'opposent au traitement de faveur des catholiques, défenseurs du pluralisme religieux. Tous se défendent farouchement d'être anti-catholiques. Et ils ont au moins une revendication en commun: qu'on retarde tout changement d'au moins un an, pour y voir plus clair.

Certains d'entre eux remettent carrément en cause la réforme. Ce qu'ils refusent d'accepter, c'est le financement par l'État d'un système confessionnel unique. «Pourquoi, à titre de contribuable, devrais-je financer des écoles où l'on enseigne des valeurs qui ne sont pas les miennes, en matière de contrôle des naissances par exemple», demande l'archevêque anglican Garnsworthy. Une étudiante catholique, qui fréquente le système public, renchérit: «Je suis catholique, je vais à la messe chaque dimanche, mais je veux demeurer ouverte aux autres courants d'idée, je n'ai pas besoin de propagande religieuse à l'école.»

Plusieurs de ces critiques défendent les privilèges actuels des commissions scolaires publiques en raison de leur ouverture religieuse. D'origine protestante, les écoles publiques se sont transformées graduellement en écoles multi-religieuses qui transmettent des valeurs pluralistes. La présence de la religion se limite à une courte prière «oecuménique» et à des cours de «formation morale».

Les écoles catholiques ontariennes se veulent carrément confessionnelles. «Elles sont plus intégristes, plus près de leurs racines catholiques que ne semblent l'être les écoles du Québec», estime Guy Matte, président de l'Association des enseignants franco-ontariens. Pour ses défenseurs, le caractère catholique de l'école va bien au-delà du cours de religion. «Si on discute de technologie dans un autre cours, on peut aborder le récent discours du Pape sur le sujet, explique un enseignant. Et c'est cette direction qui sera considérée comme la voie à suivre.»

Dans les milieux progressistes d'éducation, l'école catholique ne s'est pas attirée que des amis.

Certaines écoles utilisent toujours la fameuse «strap» de cuir pour punir les élèves fautifs. Le conseil séparé du Grand-Toronto, qui en était un des utilisateurs les plus assidus, vient tout juste de la retirer des classes. En revanche, l'école séparée est considérée comme un remarquable foyer d'encadrement et de discipline. Les non catholiques sont de plus en plus nombreux à y envoyer leurs enfants lorsque les écoles leur permettent. Ils sont alors exemptés des sacrements religieux.

## Un chambardement...

Quelles que soient les vertus des deux systèmes, le premier effet de la réforme sera de créer un chambardement dans toutes les écoles de la province. D'ici trois ans, environ 300000 élèves catholiques qui fréquentent le système public pourraient être transférés dans les écoles séparées secondaires désormais gratuites. «Il est évident que le système public va perdre une partie de ses effectifs et de son prestige; et c'est difficile à avaler», dit Jean-Louis Bourdeau.

Depuis un an, le monde de l'éducation se livre une véritable guerre de tranchées. Dans chaque région, on négocie des écoles, des transferts d'élèves. Et c'est parfois un dialogue de sourds. Les tenants du secteur public craignent que les pertes d'élèves ne se traduisent par une baisse de la qualité de l'éducation. «Certaines écoles devront abandonner des cours optionnels comme la musique et même, dans certaines régions, limiter le nombre de cours obligatoires», soutient Jane Scott, présidente de l'Association des commissions scolaires publiques de l'Ontario.

Les enseignants sont également inquiets. Leur fédération estime que près de 8000 d'entre eux pourraient être mis à pied des écoles publiques d'ici trois ans.

Pour répondre à ces inquiétudes, Bill Davis avait posé une condition aux catholiques. Ils devaient garantir l'embauche de tout professeur du secteur public qui perdrait son emploi à cause de la réforme et donner accès à tout étudiant non catholique qui le demande. Les évêques catholiques de l'Ontario ont adopté le principe, mais certains dirigeants scolaires catholiques y demeurent opposés. Le Conseil séparé du Grand-Toronto refuse obstinément de donner priorité aux enseignants non catholiques qui hui- raient à l'intégrité de notre système», selon un des commissai-

res. Dans l'histoire des conseils séparés, il est arrivé souvent que des enseignants divorcés ou remarriés avec un noncatholique aient été congédiés sur le champ.

## Les francophones déchirés...

Chez les Franco-Ontariens, la réforme suscite aussi des sentiments mitigés. Bien qu'ils soient traditionnellement attachés à l'Église catholique, beaucoup pensent que le changement risque d'être un couteau à deux tranchants. «Je suis littéralement déchiré entre ma foi catholique et ma confiance au système public», avoue un commissaire scolaire francophone.

Depuis la création des écoles secondaires françaises en 1968, le réseau francophone est presque essentiellement concentré dans le secteur public après l'élémentaire. À cause de leur faible nombre, les Franco-Ontariens craignent de se retrouver éparpillés dans deux systèmes scolaires. «Il y a un risque de sous-financement dans les deux réseaux, et ça pourrait nuire à la qualité de l'éducation», selon Guy Matte. Autre problème: «Dans les régions à faible concentration francophone, ça signifie la mort de l'école entièrement française et la cohabitation avec les anglophones dans les deux systèmes», croit Robert Choquette.

Les Franco-Ontariens se retrouvent devant un dilemme: de demeurer en bloc dans le même système scolaire ou de faire face à l'assimilation. Le gouvernement doit également affronter les pressions des autres Églises, dont les critiques ne sont pas toujours désintéressées. Et il pourrait ouvrir une autre boîte de Pandore en étudiant la possibilité de financer d'autres écoles confessionnelles que les écoles catholiques.

Déjà, les Églises juive et anglicane ont indiqué qu'elles pourraient réclamer le financement de certaines écoles religieuses. Les conservateurs ont mis sur pied une commission d'enquête sur le financement des écoles privées qui pourrait recommander de subventionner de telles institutions.

## Un test constitutionnel

Mais un autre aspect du dossier pourrait compliquer davantage les choses: le projet risque de se retrouver devant les tribunaux, ce qui pourrait retarder considérablement sa mise en place. Dès qu'un projet de loi sera déposé à la législature provinciale; la commission scolaire publique du Toronto métropolitain tentera de démontrer qu'il est inconstitutionnel.

La question qui sera au centre du litige: les droits que les Pères de la confédération ont garantis aux catholiques sont-ils limités par la charte des droits et libertés? Bien que les droits des catholiques soient également protégés par la charte, des experts juridi-

ques appuient cette thèse. L'éminent constitutionnaliste torontois, Me J.-J. Robinette, dont la commission a retenu les services, estime que les garanties constitutionnelles des écoles séparées s'arrêtent à la fin du cours élémentaire. Au-delà, le gouvernement n'est pas tenu de les financer. Selon Me Robinette, le financement intégral des écoles séparées institue une discrimination sur une base religieuse, ce qui est contraire à l'article 15 de la charte.

D'autres juristes divergent d'opinion. Une étude préliminaire préparée par Me Paul Cavaluzzo, pour une association catholique, arrive à des conclusions inverses.

# 150 ans de tensions religieuses

En 200 ans d'histoire ontarienne, la montée des catholiques a été fulgurante et a bouleversé totalement le paysage ethnique et culturel de la province. Mais avant d'en arriver là, l'Ontario a dû traverser un siècle et demi de débats féroces et de tensions religieuses dont on retrouve encore les séquelles dans le présent débat scolaire.

Au bout de tout cela, les catholiques ont obtenu une reconnaissance sociale inespérée et y a quelques années. La décision de Bill Davis sur le financement de leurs écoles en constituera le plan de résistance, si toutefois elle est appliquée par le nouveau gouvernement.

Numériquement, les catholiques n'ont cessé de croître dans toutes les régions de la province. Au début du 19ème siècle, à peine un ontarien sur 10 est catholique. Après 1900, ils forment 20 p. cent de la population. À partir de 1950, les vagues successives d'immigrants portugais, italiens et polonais portent à plus du tiers la proportion des catholiques. L'Ontario orangiste est lentement reléguée au folklore...

Un siècle auparavant, les catholiques n'ont pas eu la vie facile: au milieu du 19ème siècle, et pendant plusieurs décennies, les loges orangistes, très puissantes partout en province, feront une lutte farouche à tout ce qui est catholique. À la fin du siècle, les manifestations et les bagarres se multiplient; on assiste à des campagnes de boycottage de livres catholiques et à la participation de mouvements anticatholiques aux élections provinciales.

«À partir de ce moment, les catholiques chercheront constamment à se protéger en développant leur propre institu-

C'est l'inégalité des deux systèmes scolaires reconnus par la constitution qui représente une forme de discrimination; et la minorité catholique pourrait invoquer l'article 15 pour obtenir l'égalité financière. Le débat risque d'être tortueux. Il pourrait avoir des conséquences sur les revendications des minorités religieuses dans d'autres provinces.

## Un avenir incertain...

À ce stade-ci, tous les Ontariens se posent une question: le gouvernement peut-il toujours appliquer sa réforme dans les délais prévus?



Le syndicat des enseignants du secondaire de l'Ontario a fait publier cette caricature dans les quotidiens torontois pendant la dernière campagne électorale provinciale. Elle illustre le mutisme des trois chefs de partis, Frank Miller, David Peterson et Bob Rae, sur le financement des écoles catholiques.

me catholique à la dixième année. Et les Tories ne cessent de courtiser les catholiques, tout en évitant soigneusement de s'aliéner leur base protestante.

## Une Église riche...

Aujourd'hui, les catholiques forment une carte politique avec laquelle tous les pouvoirs doivent savoir jouer. L'Église ontarienne est toujours en pleine croissance et pourrait devenir majoritaire. C'est aussi une Église riche, extrêmement bien organisée. «Une sorte d'équivalent religieux de la Big Blue Machine des conservateurs ontariens», dit un prêtre catholique.

Financièrement, l'Église ontarienne est en pleine santé et amasse sans problème des millions de dollars des poches de ses fidèles. Elle est parfois dans une position que pourrait lui envier bien des prêtres québécois: les églises sont généralement remplies à toute heure et la pratique y est beaucoup plus assidue qu'au Québec, malgré une légère baisse dans les 20 dernières années.

«L'Ontario catholique n'est pas passée par la crise spirituelle qu'a vécu le Québec», explique Robert Choquette. Sa mutation s'est affectée beaucoup plus doucement. Les Franco-ontariens n'ont d'ailleurs pas échappé à la tendance et restent en général plus pratiquants que les Québécois.

L'Église ontarienne n'a pas échappé pour autant aux courants progressistes des dernières années. Mais elle demeure plus modérée et intégriste que celle du Québec. À sa tête, l'archevêque de Toronto, le Cardinal Emmett Carter, un personnage respecté, et un négociateur redoutable. Ami de Bill Davis, on

dit directement responsable de la décision de financer les écoles séparées. Le journaliste Clare Hoy, auteur d'une récente biographie de Bill Davis, affirme même que le cardinal aurait menacé l'ex-premier-ministre de lui mettre à dos tout l'électorat catholique s'il n'agissait pas. Il s'est également attiré les foudres de nombreux non-catholiques en lançant une croisade épique contre la clinique d'avortement de la docteur Henry Morgentaler à Toronto.

Il peut en revanche apparaître comme un champion de la tolérance: c'est lui qui pousse actuellement ses éléments les plus conservateurs à accepter les enseignants et étudiants non-catholiques au sein du système séparé.

Malgré leurs succès, les catholiques ne sont pas à l'abri des problèmes. Comme au Québec, l'Église ontarienne vit une grave crise des vocations: le prêtre diocésain moyen a 54 ans. On compte de plus en plus sur les laïques pour assumer la relève.

Et il y a certains catholiques qui pensent que les gains des dernières années pourraient se retourner contre eux. «Le sentiment anti-catholique existe toujours, il est seulement plus subtil», dit un directeur de commission scolaire séparée. Pour certains, l'actuelle querelle sur le financement des écoles pourrait être le présage d'un nouveau «ressac» contre les catholiques. Un petit groupe d'entre eux a même fondé une ligue d'action civile pour se défendre des «attaques anti-catholiques». L'avenir du projet de parachevement du système catholique dira sans doute si leurs craintes étaient fondées.

# La cartographie a un maire: JACQUES VIGER

Les Montréalais connaissent la rue Viger, le parc Viger, l'ancienne gare Viger, l'édifice Viger, l'hôtel Viger, tous regroupés à la limite nord du Vieux-Montréal. Tous ces toponymes honorent la mémoire de Jacques Viger (1787-1858), premier maire de Montréal.

## HÉLÈNE CHARLEBOIS-DUMAIS DANIELLE PIGEON

On connaît le rôle de Viger en tant que maire, premier président de la société Saint-Jean-Baptiste et membre fondateur de la Société historique de Montréal. On le connaît moins en tant que cartographe même si quelques historiens ont déjà reconnu ses qualités de cartographe en soulignant qu'il était l'auteur de la carte de Montréal publiée par Bouchette en 1815. Une occasion nous est offerte de redécouvrir ce maire de Montréal qui fut avant tout un grand Montréalais.

Dans le cadre de l'exposition «Montréal plaque tournante de la traite des fourrures des origines à 1820», on pourra découvrir cet été un beau plan de Montréal datant du début du XIXe siècle. Ce plan inédit provient des Archives du Séminaire de Québec. D'aucuns s'étonneront qu'un plan de Montréal puisse se retrouver à cet endroit. Cette situation s'explique facilement puisque depuis 1901, le Séminaire est dépositaire d'un riche fonds d'archives constitué principalement des manuscrits et des papiers de Jacques Viger et connu sous le nom de fonds Viger-Verreau.

Ce plan de 1,54m sur 54cm, rehaussé à l'aquarelle ne porte malheureusement ni date, ni signature, ni titre. Il représente la ville de Montréal intra muros, la Pointe-à-Callières et un projet d'utilisation des terrains récupérés par l'abolition des fortifications. À première vue, il semble contenir tous les bâtiments de la ville nous rappelant en cela la série de plans de Montréal dressés par Chaussegros de Léry entre 1717 et c. 1733. On y trouve de plus le tracé des fortifications, l'identification des principaux bâtiments, des rues et des places et une liste des propriétaires riverains.

La particularité de ce plan tient non seulement au fait que tous les bâtiments de la ville y sont représentés mais qu'il nous fournit en plus des indications sur les matériaux dont ils sont construits, la couleur grise indiquant la pierre, le jaune indiquant le bois. Dès lors on constate que les constructions en pierre

Hélène Charlebois-Dumais et Danielle Pigeon sont respectivement historienne et historienne de l'art. Elles ont publié récemment un conte historique pour enfants intitulé «Un serrurier en Nouvelle-France, Ambroise Casale dit Lalime» aux Éditions du Méridien à Montréal.

prédominant dans le bâti de la ville.

Un document anonyme pose deux problèmes majeurs aux historiens: d'abord celui de sa datation et ensuite celui de son auteur lequel sera en quelque sorte garant de la valeur des données qu'il nous fournit. Grâce à la présence des bâtiments, nous pouvons avancer la date approximative de la confection de ce plan. En effet, on peut y voir la Cour de justice construite en 1800, les terrains de la Place du nouveau marché créée après l'incendie qui a ravagé le cha-

teau Vaudreuil en 1803, le Séminaire de la rue du Collège construit à partir de 1804. Par ailleurs, l'emplacement où sera érigée la première église Christ Church à partir de juin 1805 est vierge. Le recoupement de ces données nous permet donc de dater ce plan du début de l'année 1805.

Pour ce qui est de l'auteur, on sait que l'inspecteur des chemins et arpenteur Louis Charland a produit plusieurs plans concernant Montréal au début du XIXe siècle. Lorsqu'on décide de démolir les fortifications,

Charland dresse quelques plans prévoyant l'utilisation des terrains ainsi récupérés. Un de ces plans daté de 1803 nous fournit une liste des propriétaires des emplacements des faubourgs mais sur ce plan, on ne trouve que le tracé des rues et quelques édifices majeurs de la ville. Le plan trouvé au Séminaire semblait, de prime abord, compléter les travaux de Charland. Néanmoins rien ne vous prouvait que celui-ci en fût l'auteur.

Étant donné la provenance du plan, nous avons cru bon de fouiller dans les papiers de Viger conservés à Québec puisqu'en 1813 celui-ci succédait à Charland comme inspecteur des chemins. La Saberdache bleue de Viger devait éclairer le mystère. Une note de Jacques Viger contenue à l'intérieur d'une abondante correspondance con-

cernant un plan de Montréal qu'on refusa de lui payer à sa juste valeur allait répondre à nos questions. Viger affirme qu'il a effectué en 1805 un plan détaillé de la ville de Montréal pour Louis Charland. Cette mention renvoie à une note, dans laquelle il écrit: «Fait par Moi pour le bureau de M. Charland, et où je traçai d'après un relevé exact fait sur les lieux, (et pour la première fois) tous les emplacements, maisons et bâtiments quelconques de la Ville (J.V.)»

Étant donné qu'on ne connaît aucun plan officiel de Viger ou de Charland correspondant à cette description, on est en droit d'attribuer à Jacques Viger le plan exposé actuellement aux Archives nationales du Québec à Montréal.

En 1805, Jacques Viger a 18



Ce plan de Montréal, réalisé au début du XIXe siècle et attribué à Jacques Viger, sera montré dans le cadre de l'exposition «Montréal plaque tournante de la traite des fourrures des origines à 1820».

Société du Séminaire de Québec, Archives du Séminaire de Québec

# Viger était une véritable encyclopédie vivante



ans. Ancien élève du Collège Saint-Raphaël, il est à l'emploi de Charland depuis l'été 1804 et on connaît peu de choses sur le travail qu'il y a effectué.

Dans quel but ce plan a-t-il été tracé? S'agirait-il d'une commande donnée au bureau de Charland ou simplement d'un exercice de style imposé par le maître à l'élève? Des recherches sont en cour en vue d'élucider cette question.

La qualité et la précision de ce plan peuvent nous étonner chez un novice de la cartographie. Mais pour qui sera intéressé aux travaux de Viger, la minutie apparaît comme la qualité première du personnage. Les documents contenus dans la Saber-dache fourmillent de détails de tous ordres illustrant ce caractère. N'a-t-il pas lors du recensement de 1825 outrepassé son mandat en allant bien au-delà du questionnaire officiel?

Si la technologie nous permet aujourd'hui d'arriver au même résultat, il n'en était pas de même au début du XIXe siècle. Il s'agissait alors d'un travail de bénédictin qui supposait un recensement et un mesurage de tous les bâtiments en façade et en fond de cour.

La connaissance de ce plan est d'un apport très enrichissant tant pour les historiens que pour les urbanistes. C'est le seul instrument qui nous permet de visualiser l'état de la ville au moment de l'abolition des fortifications. De plus, il complète les connaissances que nous avons sur Montréal grâce aux travaux de Louis Charland. Nous poursuivons actuellement nos recherches sur l'interprétation de ce plan.

Jacques Viger fut élu premier maire de Montréal en 1833. Très jeune il manifesta de l'intérêt pour sa ville comme le démontre ce plan. Les nombreux relevés et compilations retrouvés à travers ses écrits témoignent de sa rigueur «scientifique». Viger était conscient du rôle que Montréal avait joué dans le développement du pays et peut-être entrevoyait-il un avenir brillant pour cette ville alors en pleine expansion.

On se prend à rêver à ce maire de Montréal arpenteur la ville pour en connaître toutes les composantes: rues, maisons, bâtiments secondaires, population, activités, etc. et s'endormant le soir en ayant sous les yeux le plan détaillé de son royaume...

\* Cette exposition se tient à l'Édifice Ernest Cormier, 100 rue Notre-Dames est, Vieux-Montréal, du 29 mai au 3 septembre 1985.

\*\* Les soulignés sont de la main de Viger.

**A** l'âge de 71 ans, 7 mois, 5 jours, «ce 12 décembre 1858, à 1 heure de l'après-midi dans mon cabinet de travail et entouré de mes chers papiers, je rends mon dernier soupir...» Voilà bien les mots qu'on ne serait pas étonné de trouver pour peu qu'on se soit intéressé à l'oeuvre de Jacques Viger.

Viger naquit le 7 mai 1787 à Montréal. Il était le quatorzième enfant de Jacques et de Clothilde Amarante Prévost. Dès sa naissance, Viger est allié aux grandes familles de l'époque puisque son parrain fut nul autre que le notaire Joseph Papineau père de Louis-Joseph et sa marraine Marianne Cherrier. Son mariage avec Marie-Marguerite de La-corne viendra plus tard consolider son alliance avec la bourgeoisie. Mais ce n'est pas seulement par ses fréquentations avec la belle société montréalaise que Viger s'est illustré.

À son époque, cet homme fut une véritable encyclopédie vivante. Curieux de tout, fin lettré, artiste et poète à ses heures, épistolier prolifique, ses archives constituent une véritable chronique de son temps. Archéologue, historien, nationaliste, archiviste, statisticien, démographe, linguiste, cartographe, urbaniste rien ne le laissait indifférent. Et pourtant, Viger dont tous les contemporains reconnaissaient l'érudition est



photothèque LA PRESSE

Jacques Viger, maire de Montréal de 1833 à 1837.

presque tombé dans l'oubli aujourd'hui.

Nous avons déjà souligné ses talents de cartographe alors qu'il n'avait que 18 ans. Trois ans plus tard, il tâte du journalisme lorsqu'il devient rédacteur au «Canadien» de Québec où il peut donner libre cours à son esprit nationaliste.

En 1812, il s'engage avec les Voltigeurs, sous les ordres de Salaberry, dans le conflit opposant le Canada aux États-Unis. Il profite de son séjour dans le Haut-Canada pour tenir un journal dans lequel il note tout ce qu'il découvre, voit et entend concernant le pays et la vie militaire. Revenu à Montréal pour des affaires de famille, il supplie un de ses amis de continuer ce travail en insistant sur le fait que les informations recueillies enrichiront ses archives personnelles.

On retrouve Viger en 1813, inspecteur des chemins, rues, ruelles et ponts de la cité de Montréal. À ce titre il dresse des plans d'aménagement de la ville en tenant compte non seulement de l'aspect esthétique mais aussi de la salubrité; il surveille aussi de près l'exécution des travaux. On lui doit entre autre le square Dalhousie à l'angle des rues Ber-fret-Notre-Dame.

C'est lors du recensement de 1825 qu'apparaît avec le plus d'évidence son intérêt, pour tous les aspects de la vie touchant ses concitoyens. Après avoir remis son rapport officiel que les autorités citèrent en exemple, Viger passa des années à compiler ses notes et à dresser des statistiques qui nous permettent aujourd'hui de cerner avec assez d'exactitude la composition de la société montréalaise de l'époque.

La première élection municipale en 1833 devait apporter une reconnaissance publique à ce travailleur infatigable en le portant à mairie. La ville de Montréal comptait alors une population de 27 000 habitants regroupés dans le territoire circonscrit par le fleuve et les rues Atwater, des Pins, et d'Iberville. Son passage à la mairie fut de courte durée puisque quatre ans plus tard il était emporté par la tourmente des troubles de 1837. Ses liens de parenté avec les Patriotes le rendaient suspect aux autorités qui nommèrent Peter McGill à la mairie. Durant son mandat, Viger donna à la ville les armoiries qu'un de ses plus illustres successeurs allait faire connaître au monde entier. Le «Concordia Salus» est de son cru.

Même s'il ne s'est pas prononcé officiellement lors de la crise de 1837-38, son titre de premier président de la Société Saint-Jean-Baptiste dénote ses allégeances patriotiques. Par ailleurs l'intérêt qu'il avait toujours manifesté pour l'histoire se cristallisa dans la fondation quelques mois avant sa mort en 1858 de la Société historique de Montréal.

Au-delà de ses occupations professionnelles, Jacques Viger s'adonna tout au long de sa vie à sa passion pour l'histoire. Pendant plus de cinquante ans, il a collectionné, copié, consigné, compilé, annoté tout ce qui de près ou de loin se rapportait à la grande et à la petite histoire du pays et de Montréal dans une quarantaine de volumes qu'il nomma lui-même sa Saber-dache\*. Viger cultivait un amour jaloux pour cette oeuvre qui n'a jamais été publiée. Il en faisait quelquefois des lectures publiques fort prisées des auditeurs. Outre ces travaux, il nous laissa une volumineuse correspondance dans laquelle la finesse d'esprit ne cède en rien à un humour remarquable.

Jacques Viger demeure un personnage fascinant. S'il eût vécu de nos jours, nul doute qu'il se serait mérité le titre de «Grand Montréalais».

Saber-dache: Sac long et plat qui pendait au ceinturon des cavaliers de certains régiments suisses.

## Néologie canadienne

Jacques Viger fut notre premier «linguiste» québécois. En 1810, à l'âge de 23 ans, il entreprit de rédiger une «Néologie canadienne» qui fut publiée à partir de 1908 dans le Bulletin du Bon parler français. Nous y avons pulsé quelques mots savoureux qui émaillent encore notre langue.

**Avisse.** Subs. f. pour vis, que l'on prononce visse: pièce ronde de fer ou de bois, canelée en ligne spirale, et qui entre dans un verrou.

**Bardas, Berdas.** Subs. m. On emploie ici pour remue-ménage, dont on se sert aussi: Quel bardas! On appelle faire le bardas, faire les gros ouvrages de l'intérieur de la maison (...).

**Bourasser.** V.a. S'emploie pour gourmander continuellement. Si je lui parle, il va me bourasser (...).

**Cadre.** S.m. Mot dont on se sert assez inconsidérément au lieu de tableau ou peinture. Ex: voilà un beau cadre pour une belle peinture, un beau tableau. Le cadre d'un tableau c'est sa bordure.

**Démancher.** V.a. (ôter la manche). Outre sa vraie signification, on l'emploie aussi ainsi: j'ai le bras ou le doigt démanché pour démis (...).

**Étriver.** V.a. pour agacer, tourmenter: ne m'étrivez pas tant; il l'a fait étriver.

**Poudine et Poutine.** S.f. pour Pouding (mot anglais). Les Français en adoptant le mot anglais, n'ont rien changé à son orthographe, mais ils le prononcent Poudingue, et le font masculin (...).

**Poudrière.** S.f. On dit qu'il a fait une grande poudrière, une poudrière affreuse, quand en hiver la neige, soulevée par un gros vent, est emportée en tourbillon impétueux; c'est, si on peut le dire, une bourrasque de neige.

DEMAIN  
L'AN 2000

Yves Leclerc



## Microsoft, piratage et intégration

Je parlais la semaine dernière de la venue de Microsoft sur la scène québécoise. Bien sûr cela a été le thème principal de la rencontre de presse avec le président de la compagnie Jon Shirley; cela n'a pas été forcément le plus intéressant.

Shirley est plus un homme de marketing et d'administration que de logiciel. Pourtant, il a eu des commentaires qui m'ont paru extrêmement intéressants (sans doute parce qu'ils correspondent d'assez près à mes idées sur la question!) sur le thème des logiciels intégrés.

«Microsoft ne croit pas à cette formule, et nous croyons que les événements sont en train de nous donner raison. Nous pensons que les logiciels intégrés coûtent cher, et que plus ils comprennent de modules, moins ils satisfont de clients. Les besoins de tous les clients ne sont pas les mêmes; au contraire, ils varient d'une personne à l'autre, et de s'imaginer qu'on peut répondre à tous ces besoins avec un même programme est une erreur.

«Nous avons bien plus confiance dans une approche qui en pratique permet à chaque client de sa fabriquer son propre «logiciel intégré» à partir de programmes ou de modules disponibles. C'est la formule défendue par Apple avec le «switcher» (qui permet de faire cohabiter jusqu'à quatre programmes dans la mémoire d'un Macintosh 512 Ko), et c'est celle que nous adoptons dans notre système «Windows» qui sera lancé bientôt.»

### Le retour de Windows

Il est assez significatif que Microsoft ramène dans le tableau ce Windows qu'on croyait depuis longtemps mort et enteré. Il avait été annoncé à grand renfort de trompettes au début de l'automne 1983, et des versions préliminaires avaient même été montrées à la presse

deux ou trois mois plus tard, ce qui avait donné lieu à un tas d'articles élogieux au sujet d'un logiciel qui ne s'est jamais montré par la suite.

Microsoft a eu des problèmes de production et de mise au point, mais il est aussi probable que Windows a été laissé sur les tablettes pendant un certain temps parce que son concept intéressait peu le marché: tout le monde l'an dernier ne parlait que de «logiciels intégrés» et attendait avec impatience la sortie des «monstres» Symphony et Framework.

Mais ce qui s'est produit, c'est que ces deux derniers sont loin d'avoir le succès escompté, et que les vendeurs aussi bien que les producteurs de logiciels cherchent désespérément une autre solution. Ils se sont rendu compte un peu tard d'une évidence: plus on ajoute d'éléments à un logiciel intégré, plus il risque d'être compliqué à apprendre et à utiliser, et surtout moins il satisfera entièrement de clients.

Alors, le succès de Lotus 1-2-3? «Pour nous, 1-2-3 n'est pas un logiciel intégré, répond Shirley. Pas plus que notre propre Excel pour le Macintosh, qui vient de sortir. Ce sont des logiciels d'application qui regroupent quelques fonctions qui vont naturellement ensemble: un chiffrier pour manipuler des chiffres, une base de données pour les stocker et les rappeler, et des graphiques pour les représenter visuellement.»

### Pas beaucoup de piratage

Un autre thème que Shirley a abordé est celui du piratage: «D'abord, je ne crois pas que le piratage nuisible soit aussi important qu'on le dit. Des gens parlent du double ou du triple des programmes vendus étant reproduits et circulant illégalement; à notre avis, la proportion réelle est plus proche de 10 à 15 p. cent. L'éducation du public et

des entreprises est en bonne partie faite, et je pense qu'il ne faut pas exagérer ce problème.»

Si Microsoft continue à «barre» ses programmes, a-t-il expliqué, ce n'est pas dans l'espoir réel de faire obstacle au piratage. La méthode que la compagnie emploie est d'une simplicité enfantine, et le dernier des programmes de copie forcée peut la défoncer. C'est simplement pour rappeler aux usagers ce qu'ils font lorsqu'ils font des copies.

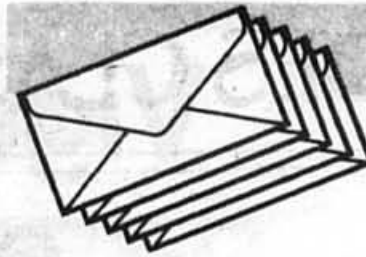
«Nous savons très bien qu'une foule de gens «craquent» nos programmes pour les transcrire sur des disques durs ou s'en faire des copies de sauvegarde (backups). Au fond, cela nous dérange peu tant qu'ils les gardent pour eux...»

Un dernier fait intéressant est ressorti de la conversation, même si aucun des dirigeants de Microsoft présents n'a voulu l'admettre officiellement. Il est clair que le producteur de logiciels s'éloigne peu à peu d'IBM, pour qui il avait produit avec énormément de succès le système d'exploitation MS-DOS (PC-DOS chez IBM), et qu'il continue sa lune de miel avec le Macintosh d'Apple.

Pourquoi? D'une part, il semble que les jours de MS-DOS sur IBM soient comptés; tous les efforts pour le relever au niveau d'un système multi-tâches et multi-utilisateurs ont jusqu'à maintenant échoué, et il est au mieux destiné à demeurer lié aux produits du bas de gamme d'IBM, supplanté par en haut par Unis d'une part, Topview de l'autre.

D'autre part, Microsoft estime officieusement que le marché du PC a atteint son point de maturité, et va croître beaucoup moins vite au cours des prochaines années. On parle déjà d'un stock important d'inventures chez la «grosse bleue», et d'une crise chez les fabricants de compatibles. Alors que l'avenir serait beaucoup plus du côté du Macintosh et des machines de ce type, qui commencent seulement à faire leur impact sur le marché.

Reste à voir si ce pari est le bon...



## LE COURRIER

On adresse le courrier à  
Yves Leclerc  
La Presse - PLUS  
44 ouest, rue Saint-Antoine  
Montréal, Qué. H2Y 1A2

Quelques notes en débutant: j'avais donné il y a quelques semaines les coordonnées du Club micro-ordinateur de Montréal-Nord comme étant le 1720, rue Charrette à Laval. Cette adresse est plutôt celle d'une boutique qui collabore avec le club qui, lui, niche au 11570, boul. Lacordaire, suite 5, Montréal-Nord (j'aurais dû m'en douter) H1G 4K2. Le président est Claude Desaulniers, qui m'a fait parvenir ces précisions, et le groupe concentre ses activités autour du Color Computer de Radio Shack.

Deuxièmement, Carole Drapeau de Kateval est rentrée du Népal (j'ai toujours voulu voir Katmandou)... mais il n'est pas dit qu'elle ne repartira pas car elle m'écrit qu'elle est toujours intéressée à de l'information sur les ordinateurs et le tiers monde.

Troisièmement, il existe un club d'amateurs de micros Timex-Sinclair à Montréal, et il tient sa réunion demain. Ça a lieu à la Vidéotheque de Lachine; en principe, c'est réservé aux membres, mais je doute qu'on ferme la porte au nez d'autres gens intéressés, qui après tout seraient des membres en puissance. De toute façon, l'information me vient d'un M. Morgan, et on peut obtenir plus de détails en appelant au 272-6631. Je soupçonne que les activités du club se déroulent plus en anglais qu'en français, mais on ne peut tout avoir.

Quatrièmement, François Guay m'informe que lui aussi offre des services divers à ceux qui font ou veulent faire de la musique sur ordinateur. Je n'ai pas encore pu lui parler pour préciser de quoi il s'agit, mais je prends le risque de vous transmettre son numéro de téléphone: 844-9684.

En passant, il peut se produire (les journaux étant ce qu'ils sont) une faute de frappe qui me fasse publier un numéro de téléphone incorrect. Cela est même arrivé récemment. Dans un tel cas, j'aimerais que la victime dont j'ai écrit le numéro par erreur communique avec moi pour que je voie ce qu'il y a moyen de faire pour corriger la situation; dans la plupart des cas, cependant, il n'y a qu'à attendre, car l'effet de la publication ne dure guère plus d'une semaine.

Un lecteur m'a écrit récemment pour me demander ce que je pensais de l'Atari 800 XL, qui est disponible ces jours-ci à prix d'aubaine avec son lecteur de disquettes. Je vous citerais la lettre plus en détail, mais je ne la retrouve pas dans mon fouillis de papperasse (qui a dit que l'ordinateur allait éliminer le papier? Je voudrais bien qu'il voie mon bureau).

Quoi qu'il en soit, ce que je pense de l'Atari 800 comme machine, c'est: beaucoup de bien. Ce que j'en pense comme achat est autre chose, tout dé-

pend de ce que vous voulez en faire. L'Atari est un appareil qui a cessé d'évoluer, ce qui n'est pas grave en soi, mais son logiciel aussi, ce qui est beaucoup plus grave.

Ce que cela veut dire, c'est que la plupart des programmes commerciaux pour cette machine sont de la génération précédente, celle où l'expression «convivial» ou «user-friendly» avait peu cours. Ils sont souvent un peu rébarbatifs et simplistes, et il y en a moins que pour d'autres modèles plus récents. Pourtant, certains, en particulier dans le domaine de l'éducation, sont fort bons... si vous pouvez les trouver.

Une bonne source de logiciel pour l'Atari, et pour d'autres machines domestiques aussi d'ailleurs, est le magazine Compute, dont j'ai déjà parlé ici. C'est un des seuls qui publient encore fréquemment des listes de programmes que vous pouvez retaper sur votre ordinateur et enregistrer sur cassette.

En résumé, si vous achetez un ordinateur pour utiliser des programmes tout faits, je doute que l'Atari vous donne satisfaction. Si par contre vous avez envie d'expérimenter et de programmer vous-même, il ne fait pas de doute que l'Atari 800 XL est actuellement la meilleure valeur pour le prix qu'on puisse trouver, à \$400 et moins pour l'unité centrale avec son lecteur de disques.

Notez que si Jack Tramiel lance effectivement ses nouveaux modèles compatibles avec le 800, la situation pourrait changer... pour le mieux! L'ennui, c'est qu'on est déjà en juin, et que M. Tramiel avait annoncé ses nouveaux produits pour avril!



COMMODORE 64

- CLAVIER ORDINATEUR
  - DISQUETTE 154-1
  - MONITEUR COULEUR 1702
- PRIX SPÉCIAL EN MAGASIN

*Super Promo*  
DISQUETTE REMISE À CHAQUE VISITEUR  
DISQUETTE LOGICIEL À CHAQUE ACHETEUR

271-2316  
8184, Saint-Hubert  
(nord de Jarry)

**Dumoulin**  
INFORMATIQUE D.R.

# LA FIN DES CLASSES



# L'EMPIRE DES SENS



Serge Grenier

## RESTAURANT

### La Bocca d'Oro

Depuis toutes ces années qu'il préside aux destinées de *La Campagnola* de la rue de la Montagne, Rocco aurait bien pu s'asseoir sur ses feuilles de laurier. Mais il a voulu être propriétaire, en plus du restaurant, de l'édifice qui l'abriterait. Il a donc déniché une maison victorienne de la rue Saint-Mathieu, sise en face d'une caserne de pompiers, numéro 1448; il l'a aménagée à son goût: espace, couleurs tendres et, sous le puits de lumière, un énorme bouquet garni de plantes tropicales; il a choisi avec un soin extrême linge de table, vaisselle et coutellerie; il a insisté pour que le personnel soit courtois, efficace et discret; lui-même a conservé ses excellentes habitudes: cravate noire, accueil chaleureux, cuisine exquise. Et il a appelé le tout *La Bocca d'Oro*: cette bouche d'or qu'il fait à sa clientèle.

## DISQUE

### Bonjour, Michel Rivard

Il a beau chanter tendrement, Michel Rivard n'oublie jamais d'être un garçon amusant lorsqu'il monte en scène. Et voilà qu'il a eu l'excellente idée de nous prendre par le coeur et par la rate en gravant sur album double une brochette de magnifiques chansons entrelardées d'hilarants monologues. Un must pour toute discothèque.

## LOISIRS

### La Ronde en feu

La nuit était profonde, Jocelyne Blouin avait dit qu'il pleuvrait et Montréal inaugurerait son premier festival international de feux d'artifice. Assis dans les gradins pour une vue imprenable ou agglutinés ici et là, dans l'île, sur le pont, des milliers de Montréalais voulaient savoir de quelles pièces pyrotechniques l'Italie s'éclairait. C'était déjà superbe. Ça devint grandiose lorsque, transportés par l'exubérance, les Italiens allumèrent l'orage, le tonnerre et les éclairs. Dans les gradins, l'oeil ouvert aussi grand que le parapluie, les spectateurs accueillirent avec ravissement ces splendeurs fugaces.

## OTTAWA

### E.D. garde la forme

**Dimanche.** Je célèbre cette semaine un magnifique anniversaire: il y a neuf mois, je nais-sais comme député. Mes électeurs ont raison d'être fiers car leur bébé (moi) est beau et fort. À l'approche des grandes vacances d'été, je dresse un bilan de mon administration et j'ai de multiples raisons d'être fier. Certes, je n'ai pas pu empêcher l'augmentation de taxes, mais ils n'ont encore rien vu. Je ne suis peut-être pas ministre mais en attendant, quel est le backbencher le plus dévoué, le plus actif, qui distribue toutes sortes de subventions plus incroyables les unes que les autres à des groupes de tout acabit? Qui se bâtit un solide réseau d'amitiés au pays et à l'étranger? Qui n'a à coeur que le mieux-être de ses commettants et le désir d'une longue et fructueuse carrière politique qui n'a pas fini de lui faire gravir des échelons? Votre humble serviteur. Telles sont les réflexions qui me passent à travers l'esprit en ce beau dimanche après-midi ensoleillé, pendant que je me fais des jambes en pédalo sur le canal Rideau. Enfoui dans mes pensées, je n'ai pas porté attention à une flotte de pédalos dont je m'avançais rapidement: le «Pédalo Party» que M. Turner avait organisé pour le caucus libéral. Ils étaient tous là. Turner, Axworthy et Garneau en grande forme, Jean Chrétien pas loin, Lucie Pépin qui ressemblait à Isadora Duncan avec son grand foulard qui flottait au vent, André Ouellet qui pompait la stime, Marcel Prud'homme qui suivait, et tous les autres. Le temps de modérer pour les saluer — c'est mon côté gentleman —, un photographe du «Ottawa Citizen» me crie: «Front page tomorrow».

**Lundi.** Il n'était pas encore neuf heures lorsque le whip est entré en trombe dans mon bureau, brandissant le «Citizen» et me questionnant sur l'opportunité d'être photographié en pédalo sur le canal Rideau avec les libéraux. La première manche de notre échange fut virile mais constructive. La deuxième manche fut ponctuée de paroles et de menaces qu'il pourrait bien regretter un jour. Enfin, en ce qui concerne la manche gauche de mon veston en camel hair, elle aura besoin d'être recousue.

**POUR  
LIRE**

Jean Basile



## Un livre d'amateur

**La Renaissance  
d'Aphrodite**  
par Ginette Paris  
Boréal Express

L'histoire des religions est si longue, si complexe, que nul ne peut prétendre se l'approprier dans son ensemble pour en résoudre, une fois pour toutes, la question. Oublions le mot de «religion», si ambigu, l'histoire même reste impossible à faire car il nous manque l'essentiel des maillons et nous en sommes réduits à des bribes. L'on peut, citant tel texte ou bien tel autre, plier dans le sens que l'on veut un fait que l'on tient aussitôt après pour objectif. Ainsi, toute prétention à l'histoire est vaine et quand, soudain, Ginette Paris découvre la mythologie grecque et, dans la mythologie grecque, Aphrodite qui était, en gros, en très gros, la déesse de l'Amour, il ne faut pas comprendre qu'elle s'intéresse à l'histoire, et à l'histoire des religions, mais bien qu'elle exprime un désir, sans doute son désir. Le titre de son livre, préfacé par Marie Cardinal, *La Renaissance d'Aphrodite*, doit se lire comme «La Renaissance de Ginette Paris» et, en effet, elle nous en prévient dès le premier chapitre. Elle s'en excuse presque. Comment! Elle, universitaire sérieuse, psychologue, écologiste et féministe, s'intéresser à ces fantaisies? Adieu Freud, bonjour Jung.

Une histoire donc, une belle histoire, lue et relue par une femme. Aphrodite parle d'Aphrodite. On consulte des textes et, ce faisant, on les découvre. Émerveillement justifié. De ces textes, où la beauté de la déesse apparaît, naissent une histoire inventée, je l'ai dit, un désir. L'interprétation commence mais non, comme nous en prévient Ginette Paris, selon le critère masculin mais selon le critère féminin.

Dans le monde d'Aphrodite, outre la beauté du corps (quel corps beau, disait ma concubine), il y a la beauté du vêtement, de l'ornement. Des perles, des écumes, des écharpes de voile qui flottent au vent. Il y a aussi la beauté des hommes qu'aima la déesse car elle en aime quelques-uns. Adonis en son Jardin. Eros, bien sûr, si jeune, avec sa flèche qui allait transpercer saint Sébastien. Après, le dieu de la guerre et fougueux quoiqu'un peu bête. Sans compter le mari légitime, celui-là boiteux mais habile artisan. Mais enfin, qui boite est diable!

Sur ces sujets divers, Ginette Paris a écrit de belles pages sur l'amour, sur l'amour du point de



vue de la femme, sur le désir de la femme pour l'amour. Cela, elle sait le faire avec une grande honnêteté, en liant son expérience personnelle au mythe car, selon elle, mythe et réalité coïncident. Dans ce sens, il y a une Société qui serait, qui pourrait être une Société selon Aphrodite. Une bonne Société.

D'ailleurs, reconnaissons à Ginette Paris que son féminisme, pour être bon teint, ne passe pas par le radicalisme. Elle dit très bien que le Pouvoir de la femme est semblable au Pouvoir de l'homme. C'est le Pouvoir qui est mauvais. L'âge d'or, selon elle, c'est le moment où les deux principes s'équilibrent, s'unissent, se complètent, etc. Tout cela est un peu naïf mais gentil. Car, cela postule que toute femme est femme et que tout homme est homme. Ah! comme ce serait facile si nous n'avions pas en nous et la femme et l'homme et qu'ils ne s'aiment pas beaucoup l'un l'autre.

J'ai dit, et je le répète, qu'il s'agit là d'un très joli livre où l'on sent beaucoup de générosité, non sans quelques ruades et une sortie assez étrange où, comparant lesbianisme et homosexualité masculine, elle décide en quelques mots du sort de Socrate-Platon. Sur ce sujet de la prétendue homosexualité masculine grecque, elle devrait lire Foucault. De même, elle décide que la Grèce est le berceau de la civilisation occidentale. Puis-je la référer à Jacques Ménétrier et à ses *Origines de l'Occident*, sans compter les commentaires de Bataille sur la peinture des grottes préhistoriques. Enfin...

Pourtant, je ne crois pas que cela soit un livre très sérieux, ni

bien clairvoyant. Je l'ai dit, un livre de désir et, aussi, un livre d'amateur. La proposition la plus gênante pour l'intellect et la sensibilité est cette affirmation, sans presque de nuances, qu'il faut opposer le monothéisme judéo-chrétien et le polythéisme grec. C'est, en effet, le monothéisme judéo-chrétien qui a relégué la femme dans l'image traditionnelle, paraît-il, du Mal. Le polythéisme grec, au contraire, donne à la femme un rôle qui n'est ni Bien ni Mal mais intégré à l'aventure sociale de la personne. Dans ce qui est, pour elle, la recherche nécessaire et légitime du «sacré», et du «sacré» en tant que femme, le polythéisme grec lui apparaît comme plus approprié et, psychologiquement, plus juste car, bien entendu, Ginette Paris distingue le «sacré» de la «religion» telle que nous l'entendons sur notre territoire actuel. Hélas, le «polythéisme grec» n'est qu'une image, une classification qui s'est imposée. Je crois, plutôt tardivement. La multiplication des dieux en Grèce antique est comme les Dix mille êtres du Tao-Te-King: une simple dilution et sans doute comprise comme telle par les anciens Grecs eux-mêmes. De même, le monothéisme n'est pas, comme semble le croire Ginette Paris, l'affirmation d'un Dieu unique mais bien, et la nuance est d'une importance extrême, celle d'un Dieu unique en trois personnes qui se dilatent, de fait, dans toute la Création de telle sorte que le monothéisme implique que toute créature est Dieu, serait Dieu si ce n'était de la Chute.

L'opposition monothéisme-polythéisme n'est pas une hypothèse de travail sérieuse et il est dommage que Ginette Paris, traumatisée peut-être par une bonne soeur qui l'a giflée quand elle était enfant ou, plus généralement, dégoûtée avec raison par ce qu'était devenu le catholicisme au Québec durant la période duplessiste, ne se soit pas posé cette question avec un peu plus de liberté d'esprit.

Tout cela reste bien fragile et plutôt faux que juste.

**PARLER  
D'ICI**

Philippe Barbaud



## Elle a ses règles...

Votre intuition sur ce titre ne vous trompe pas: c'est de femme dont il est question et non de grammaire française. Avoir ses règles est ce qu'on appelle une «locution figée», comme quoi les linguistes se servent d'un vocabulaire étrangement imperméable à la réalité qu'elle désigne... Expression exclusivement au pluriel d'ailleurs, dans laquelle la présence de l'adjectif possessif à la 3e personne s'avère cruciale. Aucune femme ne s'aviserait en effet de dire: «J'ai les règles» ou encore «J'ai ma règle». Du seul fait que cette expression soit figée, n'importe quel locuteur français «initié» saura interpréter correctement le message dans le sens de «Elle est menstruée».

À ce propos, je me suis toujours demandé pourquoi cela n'a pas été l'expression «JE SUIS EN REGLE», qui s'était imposée à la place de l'autre en 1690 sur le modèle, par exemple, de «Je suis en peine», «Je suis en amour», «Je suis en forme»... Damnée bureaucratie! Elle s'infiltrait partout... au point qu'il faille trouver des subterfuges pour parler des choses les plus naturelles et les plus intimes. C'est ce qu'on appelle, en termes scientifiques, un **euphémisme**. Autrement dit, il s'agit habituellement d'une expression consacrée qui exprime d'une autre façon ce que l'on veut dire lorsqu'on trouve pénible de dire les choses comme elles sont.

En général, nous n'aimons pas «parler cru» comme on dit par ici. L'euphémisme fait partie de ces moeurs policées que toute culture dite «raffinée» a patiemment mis au point par le biais du langage. Recourir à l'euphémisme peut relever, à de nombreuses occasions, d'une pratique langagière révélant une très grande subtilité d'esprit de la part de son locuteur-créateur car celui ou celle qui y a recours doit être assez adroit pour assurer la transparence requise entre les mots qu'il emploie et le sens qu'il convient de leur accorder au-delà de ce qu'ils signifient au premier abord. Le langage de

Toutes sortes d'intentions peuvent être à l'origine d'un euphémisme de cette sorte. Mais elles dépendent toutes du choix entre «ami» ou «ennemi» que vous faites pour vous adresser à autrui selon les circonstances du moment. Vous ne direz pas tout de go à votre «ennemi» du moment — qui peut être votre meilleure copine — qu'elle a «engraissé» pendant ses vacances au club Med, ce qui risque de déclencher des hostilités immédiates. Vous lui direz plutôt quelque chose comme: «M'a tout l'air

qu'on mange bien au club Med»... De cette manière vous vous protégez tout en demeurant sa... désobligée.

Évidemment, il y a toujours des esprits obtus qui, pour masquer leur profonde inculture, leur ignorance et leur mépris des choses de l'esprit, s'évertuent à systématiquement parler «en contre-euphémisme», pour ainsi dire. Qu'y a-t-il de moins euphémique qu'une expression comme «se poigner l'cul» fort prisée par chez nous? C'est un euphémisme «à l'envers» en quelque sorte puisque ce que l'on veut dire — grosso modo, hésiter, tourner en rond, ne pas agir, atermoyer, etc. — va au-delà du sens littéral d'une telle expression.

Recourir à l'euphémisme constitue dans de nombreux autres cas une pratique langagière motivée beaucoup plus par la crainte d'enfreindre un tabou social que par la volonté de vouloir dire quelque chose par des moyens détournés. La réalité sexuelle offre à cet égard un véritable bouillon de culture d'euphémismes de cette autre catégorie. L'euphémisme commence lorsqu'on substitue au mot jugé ou senti trop vrai, trop «direct», trop trivial, un autre mot habituellement d'origine argotique, d'un usage peu connu ou peu répandu ou même secret. Par exemple, au lieu de dire «elle a ses règles», les lycéens ou lycéennes de France ne disent plus maintenant que: «Elle a tes (ou ses) doches». Construite sur le modèle de «elle a ses règles» (le pluriel en est la preuve), exclusive au vocabulaire des adolescents français, cette expression tient lieu de signe «d'initié» grâce auquel on se reconnaît et on s'identifie à la «confrérie» des jeunes de cet âge. Quant à savoir d'où provient le mot «doches», j'avoue qu'il me faudrait consacrer quelques heures de travail pour lever le voile sur cette question...

Au Québec, en cette matière, plutôt que «d'avoir», on «est». Vision endocentrique plutôt qu'exocentrique de la réalité sexuelle? Je ne saurais dire. Mais sans aucun doute, les Québécoises préfèrent dire sans nuance aucune: «Je suis malade», une expression concurrencée par cette autre: «Je suis indisposée». Il serait pour le moins risqué de soutenir que de telles expressions manquent de transparence. C'est pourquoi on ne peut les tenir pour des euphémismes très réussis. Leur banalité manque de secret, contrairement à d'autres que nous verrons la semaine prochaine.

**POUR  
ÉCOUTER**

Jean-François Doré



## Le couple parfait

Il descend paraît-il en ligne directe du Duc de Northumberland, le Henry Percy qui participa en 1369 à la campagne de France du duc de Lancastre. Il est donc né dans ce comté du même nom, confinait au nord de l'Écosse. Elle est d'Aberdeen, petit port provincial mouillant dans la mer du Nord, en pleine Écosse, célèbre pour son granit dont sont faits la majorité des pavés des rues londoniennes. Pas de princes ou de barons dans la famille, seulement un père quelque peu musicien qui jouait quoi d'autre...? de la cornemuse.

La proximité de leur lieu de naissance n'a cependant été d'aucune utilité dans leur carrière. Ils se sont rencontrés à Londres, lui musicien sans le sou, elle chanteuse sans argent. Malin, souffreteux, souffrant presque de nanisme, il avait gardé de ses expériences psychotropes et hallucinogènes l'allure physique d'un Picasso période «cubisme». Grande, élancée, athlétique, elle respirait la santé et la confiance de son leitmotiv: Ma propre for-

ce est la meilleure force que je puisse avoir.

Le couple parfait quoi. D'autant plus que lui composait des musiques hors de l'ordinaire, qu'elle chantait de façon extraordinaire et qu'à eux deux, sous son inspiration à elle, ils écrivaient des textes auxquels nous n'avons pas droit d'ordinaire. Ils ont formé un premier groupe, avec d'autres gens bien entendu, qui s'est séparé à cause de plusieurs malentendus. Ils se sont donc retrouvés tels qu'ils sont aujourd'hui, en duo, paradigme de la contradiction ou du contradictoire, yin inversable et yan réversible, et si jamais on vous demande quel est le meilleur groupe de «rhythm and blues» noir américain aujourd'hui vous répondrez que c'est un groupe blanc, d'Écosse, qui a pour nom Eurythmics.

Ça commence tout de suite, dès la première chanson, un «Would I lie to you» marteau-piqueur aux cuivres acérés qui vous fouette dans les reins comme des éperons de colonel de la cavalerie américaine. Une gui-

tare qui souffle comme un train à vapeur en partance de Memphis vers Motown. Une voix qui sort de partout et nulle part en même temps (chapeau à la réalisation) mais qui n'a cesse de vous coincer de toutes parts. Branchez-moi tout ça direct sur la Baie James et qu'on en finisse une bonne fois pour toutes.

Annie Lennox a une des plus belles voix du R&B. Voix de contralto, elle est donc chaude, expressive, sensuelle et grave (les nerfs les sopranos vous aurez votre tour) mais n'arrive pas à s'exprimer parfaitement dans les registres plus aigus. Ce qui sauve la deuxième chanson du disque, «There must be an angel», écrite un peu haut pour elle, c'est la maîtrise de composition de Dave Stewart qui lui imprime un mouvement de yo-yo irrésistible qui vous entraîne d'autant plus dans le balancement et le sautilllement qu'elle est accompagnée à l'harmonica par nul autre qu'un des maîtres de l'heure de l'instrument, et du R&B en général, Stevie Wonder.



Dave Stewart et Annie Lennox.

Voulez-vous un breuvage avec ça?

Puis c'est le «I love you like a ball and chain», le boulet de l'amour, le solo de guitare de Stewart qui enfonce et ancre dans le sol les envolées lyriques de Lennox, ou n'est-ce pas plutôt le contraire? Qui tient qui? Qui supporte qui? Qui est le boulet? Qui est la chaîne? Chacun mon tour

sans doute. D'autant plus que le cœur est composé de voix de mâles (une première) et que cette chanson précède la suivante (on s'en serait douté) laquelle est par ailleurs une des plus importantes des années quatre-vingt et même avant.

C'est une chanson ir-ré-sis-tible. Le genre «prise du grapin» qui était chère à certains lutteurs, exemples typiques d'un certain machisme auquel (malgré toute notre bonne volonté) aucun d'entre nous, les «mâles», ne peut vraiment échapper, et qui terrassait littéralement l'adversaire. Sauf que dans ce cas-ci il n'est pas question d'adversaire au sens conflictuel et «mâle» du terme. Il n'est pas question de «guerre», fût-elle des sexes. Il n'est question d'opposition si ce n'est d'une opposition déjà établie par la gent masculine et que l'on rectifie sans agressivité, en affirmant tout simplement sa réalité et sa féminité.

Pour qu'un vieux macho comme moi, certes intellectuellement en accord avec la majorité des revendications dites «féministes» mais néanmoins vieux macho tout de même, se sente soudain presque l'âme d'un prosélyte démonstratif, battant des mains, tapant du pied, prêt à brandir son abonnement à «La vie en rose», il faut que le catalyseur soit puissant. Elle l'est. Elles le sont: Annie Lennox, la chanson, et Aretha Franklin (la plus grande voix de soul depuis mille neuf cent avant). Puis finalement il l'est. Puisque, s'il faut se fier aux conventions universellement reconnues, le nom de l'auteur apparaît avant le nom du compositeur dans les crédits de droits d'auteur et que pour cet hymne féministe d'une force joyeuse il se trouve que ce soit le nom de Stewart qui apparaisse le premier.

N'allez surtout pas conclure que je veuille par là donner du mérite au mâle et donc dédire les paragraphes précédents. Nenni. Je suis subjugué et conquis par cette chanson peu importe qui l'a écrite. Mais dans un couple aussi «weird» que celui-là et dans une situation où les relations hommes/femmes à l'échelle planétaire sont à être remises en question sinon changées, j'aurais trouvé assez «progressiste» que les rôles soient inversés et qu'à cet égard-là, comme à d'autres, le meilleur band de «rhythm and blues» noir et américain soit blanc et vienne d'Écosse. D'autant plus qu'avec toutes ces ambiguïtés complètement limpides leur disque a pour titre: «Be yourself tonight», sur étiquette RCA, numéro AJL1-5429. □

## LES CHOIX DE GÉRARD LAMBERT

**LUCIEN FRANCOEUR**  
«DERNIÈRE VISION»  
KEBEC DISQUE KD 628

Beaucoup de rock'n'roll conjugué sur le mode fun. Chaud devant! Le groupe joue bien, Lucien chante bien et dans l'ensemble offre un catalogue à peu près complet de tous les effets les plus jouissifs et immédiats du rock'n'roll. Poète inimitable, se gave d'images fortes et joue en virtuose avec les mots. Après toutes ces années, cette chère vieille chose parvient encore à me toucher droit au plexus et croyez-moi cette fois il n'a aucun mal à être solaire. Il ne se restreint pas à un genre particulier du rock mais relève un brillant touche à tout, un peu sec, contrebalançant des lignes mélodiques irrésistibles. Aujourd'hui avec cette «Dernière vision», je pourrais croiser Lucien au volant de sa Porsche rouge chromée et lui dire: «Va, je ne te hais point.» Il intrigue et attire. C'est exactement l'effet que produit ce disque. Amour de Paris, de Los Angeles et de Montréal... une vieille histoire. Tout le reste n'est que rock'n'roll avec un son, un truc, pourquoi je me fatiguerais sinon?

**THE POWER STATION**  
EMI SJ 12380

Un disque malin où les musiciens ont su séduire et se faire plaisir. Ce n'est sûrement pas un hasard! que Robert Palmer, John Taylor, le batteur du groupe Chic, et les deux Taylors des Duran Duran se rencontrent, portés par un rock diaboliquement agencé, produit avec luxe et astuce. Perdons pas de temps, en selle! Mélodies sculptées dans le muscle. Interprétation fouguese, se contentant d'être bonne, forte, bien ouvragée et suffisamment universelle. L'ensemble propose une musique soul variée et élégante. Travail soigné, horizons musicaux variés, arrangements peaufinés, énergie constante. Un groupe plein de jus pour donner sève et saveur à l'ensemble. Ils s'entendent si bien entre eux que, de notes en sons et de sons en notes, ils finissent par faire tourner la musique en commotion célebrale. On accoste les rives du mot plaisir, sensations physiques du rock R and B.

**DIRE STRAITS**  
«BROTHER IN ARMS»  
VERTIGO VOG 1 3357

Ce disque est parfait puisque tout le monde y trouve ce qu'il veut. Formules magiques sachant parfaitement épingle la tête. Des morceaux élaborés, aux climats parfois sophistiqués, aux structures inattendues où Mark Knopfler a fait s'exprimer son imagination, bien corsée et délirante. Knopfler laisse la part belle à l'originalité, aux recherches sonores très attrayantes et subtiles. Une musique fraîche et forte qui collectionne les ambiances romantiques et aériennes. Un disque confortable, ouateux, qui ondule comme un water bed, d'une perfection inouïe, on n'en attendait pas moins des Dire Straits. Merci monsieur Knopfler des albums de cette classe, de ce calibre et de cette utilité, on aimerait avoir l'honneur d'en acheter plus souvent. Chaque intervention est peaufinée; précise, efficace comme la balle d'un tireur d'élite. Mais le groupe n'abuse ni de sa puissance ni de sa force, c'est sa grande séduction. Un disque fièrement classique et incontestablement talentueux.

**CHINA CRISIS**  
«FLAUNT THE IMPERFECTION»  
VIRGIN VL 2325

Le troisième disque de ce groupe de Liverpool. Un grand groupe est né. Rythmes sautillants, mélodies aguichantes, choeurs délicieux. Des chansons moulées dans la concision, la simplicité et la subtilité des arrangements: voix et saxophone viennent se lover au détour des chansons, des claviers imaginatifs qui glissent partout ses insidieuses teintes satinées. Un groupe coloré, heureux, qui parle au sens en même temps qu'à l'esprit. Un album qui communique, qui transporte. De la musique qui vit et aide à vivre, à imaginer, à imaginer, à sentir. Le groupe «flèche» de tout bois, de l'extrême précision de son écriture, de la densité de son organisation. Les musiciens jouent sur les couleurs. Toujours c'est du mouvement. Voici le monde des soupirs et des caresses, pudiquement voilés par une virginité de surface. Révons...



Claire Dutrisac

## Nouveaux règlements à discuter

**M.** Régis Leduc, travailleur communautaire oeuvrant auprès des personnes âgées, au CLSC Côte-des-Neiges, a levé un lièvre. En catimini, et sans s'en vanter, on le devine, le gouvernement a approuvé, par décret, deux modifications aux règlements de la Société d'habitation du Québec. Ce décret touche donc une partie des personnes habitant ces appartements-à loyer modique et celles qui désirent un HLM.

### Contresens ou hypocrisie?

Je suis tentée de répondre: les deux! Voici le premier changement. «L'article 6 de ce règlement est modifié par l'addition, après le 1er alinéa, du suivant:

«Il comprend aussi la fourniture d'une cuisinière et d'un réfrigérateur, dans le cas d'un bail en vigueur le 31 décembre 1984 ou dans le cas d'un bail en vigueur après cette date si l'espace prévu dans le logement ne permet pas d'installer une cuisinière et un réfrigérateur de 765 millimètres de largeur chacun.» Ces millimètres équivalent à environ 30 pouces.

Et voici le second: «L'article 9 de ce règlement est remplacé par le suivant:

«9. Du loyer de base se soustraient mensuellement, pour chaque cuisinière ou réfrigérateur non fournis par le locataire à un locataire en place le 31 décembre 1984, un montant de \$1,50 par appareil.»

Le nouvel alinéa de l'article 6 force de futurs résidents d'habitation à loyer modique à faire l'acquisition d'une cuisinière et d'un réfrigérateur afin d'obtenir le HLM convoité. Deux situations peuvent se présenter: le locataire a déjà ces appareils fournis; ils ne lui appartiennent donc pas. Ou encore, ceux qu'il a n'entrent pas dans l'espace que l'on allouera dans les HLM pour ces appareils. Les conséquences? M. Leduc les énumère: d'abord, certains «élus» refusent de se voir attribuer un logement à prix modique, faute de pouvoir se payer une cuisinière et un réfrigérateur. Une seule alternative se pose donc: ou on achète... ou on renonce.

Il est facile de concevoir que ce sont les gens les plus défavorisés qui vont se désister. Ceux qui peuvent se permettre ces achats habiteront les HLM. Donc, le maintien à domicile, ce n'est pas pour les pauvres. D'où mon affirmation: ce règlement est un contresens et va à l'encontre d'une politique dont le gou-

vernement se fait le héraut. D'où, également, le peu de publicité entourant ce décret hypocrite.

### Un déni de justice

Pour la personne âgée qui ne peut s'offrir la cuisinière et le réfrigérateur exigés, c'est un déni de justice. En effet, l'Office municipal lui écrira (et j'ai lu une de ces réponses) que sa demande est annulée et que le dossier ne pourra être remis en vigueur avant qu'une année entière se soit écoulée. Elle devra, lui précise-t-on, présenter une nouvelle demande avant le 1er avril 1986. (La lettre de l'Office était datée du 3 avril 1985.)

Ce n'est pas tout! Cette personne perd son rang d'attente. Elle recommence à neuf, elle recommence à RIEN!

### Deux poids, deux mesures

L'article 9, lui, dit que l'Office soustraira du loyer de base mensuel \$1,50 pour chaque appareil qu'il ne fournira pas. M. Leduc demande: «Dois-je comprendre qu'un remboursement dérisoire (de l'Office à son locataire) de \$3 par mois suffit pour faire l'acquisition d'une cuisinière et d'un réfrigérateur?»

Parlons de leur valeur réelle lors de l'acquisition. Neufs, c'est au moins \$1 000. Ce remboursement de \$36 par année prendra 30 ans à être perçu. Comme la rentabilité d'un appareil neuf est d'environ 15 ans, on n'aura qu'à racheter deux autres appareils en cours de route. À quel prix?

Si l'on parle d'appareils usagés, le montant est approximativement de \$360. Donc, l'Office mettra dix ans à rembourser le locataire. Et quant à la durabilité de ces appareils... le locataire peut s'attendre à devoir ou en racheter un autre dans un proche avenir, ou à payer beaucoup de réparations.

Si le locataire doit emprunter pour acheter une cuisinière et un réfrigérateur, les \$36 ne couvrent même pas les intérêts bancaires... à supposer que la personne réussisse à obtenir un prêt. On le sait: on ne prête qu'aux riches.

Dans le cas où le propriétaire inclut dans le prix du loyer le service de ces deux appareils et décide, après coup, de les reprendre, quelle serait la réduction de loyer que la Régie du logement pourrait accorder? Elle a déjà alloué \$5 par mois à un locataire qui a dû s'acheter un lit (\$200-300) que le propriétaire devait fournir.

Si la somme de \$36 suffit à rembourser un locataire, pour-

quoi le propriétaire n'exige-t-il pas tout simplement \$3 par mois pour fournir les appareils? Petites tesses de la SHQ!

### Des questions pertinentes

Dans une lettre adressée au Conseil des ministres, à l'Office municipal d'habitation de Montréal, aux conseillers municipaux de Côte-des-Neiges, M. Leduc pose une série de questions fort pertinentes. J'en cite quelques-unes.

— Peut-on demander à une personne âgée de plus de 75 ans de songer à l'acquisition d'une cuisinière et d'un réfrigérateur?

«Moi, rajoute M. Leduc, je n'ai jamais su que dans un logement «à vocation sociale» il est obligatoire de se munir d'un réfrigérateur et d'un poêle.»

Aux ministres, il demande: «Lorsque vous avez voté cette loi, en aviez-vous vraiment analysé l'impact? Et sur quoi vous êtes-vous basés pour en arriver à un chiffre aussi précis que \$3 comme compensation?»

À l'Office, il déclare: pourquoi être aussi rigide dans le cas de la personne âgée qui est incapable de s'offrir une cuisinière et un réfrigérateur?

Aux conseillers municipaux de Côte-des-Neiges (un quartier particulièrement victime de ces amendements à la loi), trois courtes questions: «Étiez-vous au courant de ces changements? Qu'en pensez-vous? Que songez-vous à faire pour apporter des correctifs?»

Le rôle futur des travailleurs communautaires sera-t-il de «magasiner» des cuisinières et des réfrigérateurs pour les personnes bénéficiant à l'avenir de HLM? Il plaide la cause des personnes âgées victimes de ces amendements aux règlements. À quoi bon payer ces appareils s'il ne reste plus d'argent pour manger?

Ultérieurement, dans un proche avenir, j'aurai des renseignements peut-être plus précis à vous donner sur un sujet embrouillonné à souhait par le jargon juridique. Et qui sait, de bonnes nouvelles à vous transmettre...

Chère Madame,

Quand j'entends dire que des jeunes se plaignent des impôts qu'ils paient pour les pensions des vieillards, je pense à mon père qui a élevé douze enfants. Il n'a bénéficié des allocations familiales que pour un seul et durant une seule année.

Ma mère accouchait à la maison. Le gouvernement ne payait pas de garderie, ni de frais de dentistes, etc.

Mais mon père, lui, en a payé des impôts pour des allocations familiales et toutes les facilités que le gouvernement donne aux dames qui aiment mieux faire leur vie, comme elles le crient aux quatre vents; plutôt que de s'occuper de leurs enfants, elles préfèrent les confier à n'importe qui.

Je suis l'aînée des douze et j'ai aidé ma mère à traverser la crise. Mon père et elle, à force de sacrifices, ont passé à travers. Ils sont décédés, il y a trois ans, à l'âge de 94 et 95 ans. Je les ai gardés et soignés jusqu'à la fin. Je n'ai eu d'aide de personne (sauf un de mes frères; car lorsque mes parents ont eu besoin de certains services, la famille a disparu!). Quand ils ont eu besoin de chaises roulantes, dans certains bureaux d'aide sociale, on m'a ri au nez. Le médecin s'est fâché et les a finalement obtenus. Les deux hommes du service social qui sont venus les livrer étaient contents. Ils ont dit avoir vu les deux vieux les mieux traités et les mieux compris malgré leurs maladies (ma mère, paralysée dix ans, sans parler; mon père, lucide jusqu'au dernier moment, a été trois ans aveugle et sourd. Malgré tout, c'était un bon vivant). Continuez votre travail; les vieillards méritent d'être compris et surtout aimés.

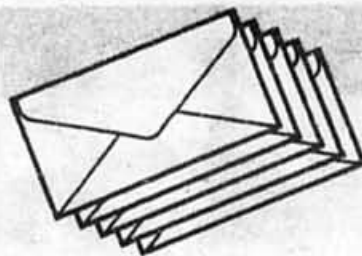
E.S.

R. — Nos parents ont eu la vie dure. Ils ont donné de beaux exemples de courage et d'abnégation, souvent. C'est pour n'avoir pas cette vie difficile que nous avons payé et payons encore des taxes. Et les plus jeunes doivent en faire autant pour la même raison.

Évitons les généralisations qui nous rendent souvent injustes. Les jeunes ne sont pas tous des égoïstes. D'ailleurs, ils vivent des années difficiles dans un contexte social bien différent de celui de notre jeunesse, malgré la crise des années 30.

La qualité de la présence d'une mère est plus importante que la quantité d'heures qu'elle passe à la maison. Il existe un équilibre à maintenir. Certaines femmes arrivent à concilier parfaitement leur travail et l'amour de leurs enfants. D'autres, en-

On adresse le courrier à  
Claire Dutrisac  
La Presse - PLUS  
7, rue Saint-Jacques  
Montréal, Qué. H2Y 1K9



fermées à la maison, deviennent frustrées, incapables d'affection et de sérénité. Je suis évidemment d'accord avec votre conclusion.

Je trouve qu'on y arrive, doucement, patiemment...

— — —  
Une correspondante, la semaine dernière, avait, dans sa lettre, abordé un second sujet que je n'ai pu traiter. Le voici:

«Partie depuis 34 ans, je suis revenue à Montréal et je cherchais un généraliste. J'en ai vu un qui tenait bureau au coin de la rue, depuis plusieurs années. Je lui ai demandé un test sanguin et urinaire. Il m'a répondu que c'était lui qui décidait.

Je n'ai jamais vécu cela! Je lui ai demandé s'il connaissait un cardiologue dont j'avais l'adresse. Il m'a répondu: «Ici, Madame, je guéris et soigne tout...» J'avais attendu une heure et les dames qui étaient dans la salle d'attente venaient régulièrement pour différentes maladies, en changeant de médicaments presque à tous les mois.

Alors, je suis allée voir mon rhumatologue qui m'a donné l'adresse d'une très «bonne médecin». J'en suis fière et j'ai fait des pas de géant!

Margot

R. — Il est certain que les médecins ne confient pas à leurs clients le rôle de décider des ordonnances! Il y aurait beaucoup d'abus et d'erreurs... À première vue, le généraliste que vous avez vu paraît bien suffisant, rempli de lui-même. En principe, les omnipraticiens peuvent tout soigner... à condition de connaître les limites de leur science et de savoir référer leur client à un ou à des spécialistes. Ces derniers, d'ailleurs, n'acceptent pas, ou très rarement, de nouveaux clients sans qu'ils leur soient référés par un confrère généraliste ou spécialiste. Leurs honoraires sont alors plus élevés.

Quant au médecin qui envoie un client chez un spécialiste, il n'est rémunéré que pour la visite qu'on lui fait et l'examen auquel il procède avant d'adresser ce client à un confrère.

Il reste que le supplément d'honoraires que reçoit le spécialiste dans les circonstances que je viens de décrire a un relief de dichotomie. Mais c'est parfaitement légal et cette politique peut se défendre à plusieurs points de vue.



## LE BOIS BELLE-RIVIÈRE, À MIRABEL

# Pour une morale écologique collective

**O**n était entre chien et loup, à l'heure où l'on sent venir la nuit. Nous roulions sur la route 148, à Ste-Scholastique (non loin de l'aéroport de Mirabel), lorsque le panneau annonçant le «Bois de Belle-Rivière» apparut enfin. «Vite, dis-je à l'amie qui m'accompagne, hâtons-nous afin d'avoir au moins une heure et demie de randonnée dans les sentiers avant que la nuit tombe.» La barrière d'accès à ce merveilleux centre écologique était déjà close, mais nous sommes allés quand même, garant notre voiture devant la barrière. Je ne savais pas que le «Bois de Belle-Rivière» fermait à 16h30 sur semaine—et à 17h le week-end—pourquoi si tôt alors que la plupart des gens reviennent du travail à cette heure-là? Peut-être aimeraient-ils prendre une marche au bois et se pacifier l'esprit avant de s'enfermer à la maison... Il n'y a pas que le week-end qui soit un temps propice à la détente-plein-air!

### Laboratoire naturel

Nous voilà donc sur le chemin tranquille qui mène au Centre d'accueil. Pas une feuille d'arbre ne bouge. L'air est très doux et la pluie d'aujourd'hui a, dirait-on, lavé toute chose. Les oiseaux chantent avant d'aller dormir et nous prenons plaisir à tenter d'identifier leurs roucoulements, totalement différents les uns des autres si on écoute attentivement. Nous arrivons enfin à une magnifique maison de bois et de verre, Centre d'accueil et point de départ de toutes les activités du «Bois de Belle-Rivière». Elle comprend une salle d'exposition et de travail, une salle de projection et de réunion et des bureaux pour le dévoué personnel composé de naturalistes-interprètes de la nature qui, sept jours par semaine, en été, et cinq durant les autres saisons, aident les visiteurs à apprécier la végétation, la faune, la géologie ainsi que toutes les autres activités du domaine des sciences naturelles.

«Pour conserver la beauté et la variété des espèces végétales et animales de ce milieu naturel, toute forme de cueillette est interdite, tant au niveau de la forêt que des différents aménagements du centre», peut-on lire sur un panneau. Pas question donc, de cueillir, comme nous en avions envie, ces trilles blancs



Lise, Danielle et Sylvie examinent des plantes.

du printemps aux pétales si délicats. «Pourquoi?» demande mon fils. Je lui dis que si tout le monde cueillait «ses petites fleurs sauvages», en peu de temps elles ne seraient plus là pour réjouir le regard des visiteurs... Et puis certaines personnes ne se contentent pas de cueillir, elles pillent carrément les sous-bois, arrachant, par exemple, l'ail des bois, cette espèce qui est maintenant menacée d'extinction. «L'ail des bois met 7 ans à se multiplier, m'a dit récemment un biologiste; si vous arrachez son bulbe comestible, il ne reste-

ra plus rien en terre après la récolte.»

Nous sommes seuls dans ce lieu-sanctuaire où les bouleaux gris, les vinaigriers et les vioines cassinoïdes côtoient les pierres disposées harmonieusement ici et là, les arbustes et les cabanes d'oiseaux, sans parler d'une basse-cour emplies d'animaux de la ferme—les poules, coqs, canards et oies blanches y passent l'été en se dandinant joyeusement pour notre plaisir et celui des enfants... Nous sommes seuls, mais je sais que, depuis 1981, année de son ouverture officielle,

le Bois de Belle-Rivière a accueilli environ 300 000 personnes. Malgré ses débuts plutôt modestes, sa popularité ne cesse de grandir auprès des clientèles scolaires et scientifiques, des clubs de l'âge d'or, des groupes pour personnes handicapées et de la clientèle de type familiale. Ses buts: «faire connaître, apprécier et aimer la nature, accroître la connaissance de l'individu sur la place qu'il y occupe et développer chez lui le désir de protéger, conserver et utiliser rationnellement les ressources naturelles du milieu.»

En fait, il s'agit pour ce centre—unique en son genre au Québec—de fournir un laboratoire naturel en plein air de façon à stimuler la curiosité scientifique, spécialement chez les jeunes. Voilà sans doute pourquoi tant d'écoles se font un devoir d'y amener leurs élèves—il faut réserver cependant à l'avance. Le Bois de Belle-Rivière est en train, très doucement mais sûrement, de participer à l'édification d'une morale écologique collective. C'est beau et ça donne le frisson: un frisson de bonheur, bien sûr, quand on songe qu'il y a encore quelques années, certains milieux naturels devenaient de véritables dépotoirs. On y prenait plaisir, semble-t-il, à détruire les coins sauvages du pays, ne respectant que la pelouse devant sa maison.

Une petite grenouille vient me tirer de mes réflexions. Je la prends délicatement entre mes mains et lui caresse la tête pendant quelques instants, avant de la laisser vaquer à ses occupations. Je me souviens alors que, petit garçon, mon frère s'amusa avec ses copains à faire «fumer» les grenouilles afin de les voir exploser. Quelle horreur! Aujourd'hui, les enfants écologistes ne font plus éclater les grenouilles, mais se contentent de les observer sous toutes leurs coutures avant de les dessiner. Aujourd'hui ce centre écologique situé en périphérie de l'aéroport de Mirabel veut nous rendre conscients que les ressources de la forêt ou de la faune ne sont pas inépuisables. Ni celles de l'eau d'ailleurs. À cet égard, une causerie sur la nécessité du traitement de l'eau sera donnée le 9 juin, à 14h, au Centre d'accueil du Bois de Belle-Rivière par M. Pierre Boucher. Le public y est invité cordialement. Vous aurez par la même occasion la chance de découvrir le jardin forestier du centre — toutes les espèces d'arbres du Québec s'y trouvent — et le jardin ornemental. Offrez-vous aussi le doux plaisir d'observer les colibris (oiseaux-mouches) aspirer le nectar des fleurs ou s'abreuver toutes les quinze minutes aux abreuvoirs installés près du Centre d'accueil.

INFORMATION: (514) 476-0476 (sans frais de Montréal) ou 258-3433.

Le Bois de Belle-Rivière est situé au 9009 de la route 148 à Ste-Scholastique (sortie 35 de l'autoroute des Laurentides).

# JEAN-LOUIS GAGNON



## LES APOSTASIES

TOME I

### Les Coqs de village



EN VENTE PARTOUT

VIENT DE PARAÎTRE  
aux Éditions La Presse

La vie au Québec  
et au Canada  
depuis cinquante ans  
vue par un observateur hors pair.

## Les Coqs de village

Les Coqs de village, tome I des Apostasies, titre général des mémoires de Jean-Louis Gagnon, s'arrête à l'entrée en guerre du Canada en 1939. La victoire de l'Union nationale en 1936 avait mis fin à quarante ans de régime libéral. La défaite de Maurice Duplessis, dès 1939, ramène Adélard Godbout au pouvoir. Ces quelques années apparaissent à l'auteur comme une parenthèse de liberté qui se ferme en 1944 quand Duplessis reprend la barre. Retour à la Grande Noirceur. Pour Jean-Louis Gagnon, c'est le temps où les protestants qui deviennent catholiques se convertissent, tandis que les catholiques qui deviennent protestants apostasient; l'époque où les Canadiens de langue anglaise font figure de civilisés quand ils sont bilingues, mais les Canadiens français de traîtres lorsqu'ils parlent l'anglais sans trop d'accent.

Mêlé à tous les combats qui, depuis cinquante ans, ont changé la vie au Québec comme au Canada, Jean-Louis Gagnon, tour à tour humoriste et polémiste, multiplie les anecdotes qui font revivre les hommes politiques et les écrivains qu'on est en train d'oublier.

296 pages

OFFRE SPÉCIALE AUX ABONNÉ(E)S DE LA PRESSE: 20% DE RÉDUCTION

#### COMMANDEZ PAR TÉLÉPHONE

Service rapide et efficace

285-6984

Économisez temps et argent en commandant vos livres des Éditions La Presse par téléphone. Vous n'avez qu'à composer le numéro 285-6984, donner votre numéro de carte VISA ou MASTERCARD et le tour est joué. Ce service vous est offert du lundi au vendredi de 9 h à 16 h. Prière de noter que les échanges et remboursements ne sont pas acceptés.

#### BON DE COMMANDE 511

Veillez me faire parvenir ( ) exemplaire(s) de «LES APOSTASIES» au prix de 12,95\$ chacun, plus 1\$ pour frais de poste et de manutention.

( ) Je suis abonné(e) à LA PRESSE. Veillez me faire parvenir ( ) exemplaire(s) de «LES APOSTASIES» au prix de 10,35\$ l'exemplaire, plus 1\$ pour frais de poste et de manutention.

No d'abonné(e).....

**IMPORTANT:** Joignez à cette commande un chèque ou mandat payable aux Éditions La Presse, Ltée.

Vous pouvez également utiliser votre carte de crédit comme mode de paiement.

MASTERCARD No.....

VISA No.....

À retourner aux:

Éditions La Presse, Ltée, 44, Saint-Antoine ouest  
Montréal, Québec H2Y 1J5

NOM.....

ADRESSE.....

VILLE.....

PROVINCE.....

CODE POSTAL.....

TÉL.....

TOTAL.....

ci-joint.....\$ (Plus 1\$ pour frais de poste et de manutention)